

L'un des chefs historiques  
de la révolution chinoise

## LE MARÉCHAL CHU TEH EST MORT

(LIRE PAGE 4 L'ARTICLE  
DE ROBERT GUILLAIN)

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fovuet

1.40 F

Abonnés, 1 an : France, 1.200 F ; Étranger, 1.400 F.  
12 mois : France, 1.200 F ; Étranger, 1.400 F.  
18 mois : France, 1.800 F ; Étranger, 2.100 F.  
24 mois : France, 2.400 F ; Étranger, 2.800 F.  
1 an : France, 1.200 F ; Étranger, 1.400 F.  
1 an : France, 1.200 F ; Étranger, 1.400 F.

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

Tous les abonnements partent

du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante

## La conclusion du « sommet » de Hambourg : Nouvelles difficultés pour le gouvernement

### La dernière chance de la CECA

La formation d'un cartel de l'acier, annoncée à Düsseldorf au mois de février dernier sans tambour ni trompette, et réunissant à la fois les producteurs français, allemands, belges, italiens, suédois et britanniques, a suscité une telle émotion chez les milieux de l'industrie européenne, que les gouvernements ont senti la nécessité d'y répondre. La question vient d'être évoquée au « sommet » de Hambourg, sur l'initiative de M. Schmidt, le ministre fédéral de l'économie, M. Frickelbach, et M. d'Ornano, ministre français de l'industrie et de la recherche, ont publié un communiqué commun pour rejeter la préface d'une caractérisation, réaffirmant le principe du rôle de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), et demandant à la Commission de la C.E.E. de présenter des propositions avant la fin de l'année pour réajuster le marché européen de l'acier.

En fin de compte, ce projet de cartel, qui devait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1976, s'est donc révélé comme une véritable machine de guerre, susceptible non seulement d'ébranler les fondements mêmes de la CECA, mais d'accentuer le climat de guerre entre partenaires diversément touchés par la récession de 1975. Il est donc à la fois une menace pour la Communauté de la C.E.E., qui sollicite, au plus fort de la crise, l'impulsion de ses milieux afin d'éviter une chute dramatique des cours, et une tentative de rupture pour justifier une intervention communautaire officielle en avant la nécessité de ne pas déclencher une guerre internationale dans le secteur à une crise aussi grave que celle de 1975. Il est même parvenu d'un système de prix minimaux, mais à condition d'en posséder la maîtrise au mieux de leurs intérêts et en fonction de leurs seuls équilibres.

Ce n'est pas sans embarras que l'on découvre ce cartel les moins attendus des sidérurgistes européens et les plus perturbateurs, à l'exception des sidérurgistes français, belges et italiens, les seuls concernés par la dépression la plus violente que l'on ait connue depuis quarante ans.

Comment s'explique-t-il qu'un tel projet, rappelant fidèlement la constitution, entre les deux guerres, d'un très puissant « cartel » allemand, que les alliés d'après-guerre ont démantelé en 1945, ait survécu à la dépression de 1975, au risque de réajuster à nouveau le rôle de la CECA, ainsi court-circuitée.

À Paris, on reste méfiant, et les sidérurgistes comme les pouvoirs publics tendent à donner à la Commission de la C.E.E., à cet égard, par eux précédemment, une dernière chance. Comme l'annonce de notre correspondant à Bruxelles, la Commission, sous la pression des événements, s'est résignée à formuler de nouvelles propositions et à mettre au point des mesures anti-crisis. Un tel revirement empêche le geste de voir se reformer le genre d'ententes que les traités de Paris et de Rome avaient précédemment interdit de proscrire. Mais, prise entre le dynamisme des milieux de l'industrie germano-belgo-belge et la nécessité de contrôler les regroupements et les accords qu'une nouvelle crise rendrait inéluctables, la Commission devrait choisir la voie de l'interventionnisme pur et simple. C'est la dernière chance pour la CECA, de ce fait, que son existence réelle, faite de quel que cartel se substituerait pratiquement à elle.

### Une coopération étroite entre la France la Grande-Bretagne et la R.F.A. est utile à toute la Communauté

Au « sommet » franco-allemand de Hambourg, qui s'est terminé mardi 6 juillet, le président Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt ont voulu à la fois affirmer que la coopération étroite entre Paris, Bonn et Londres était utile à toute la Communauté européenne, et évaluer leurs partenaires que ce « triumvirat » ne dicte pas la politique de la C.E.E.

Les conversations de Hambourg ont permis d'engager des progrès sur les problèmes des élections européennes de l'organisation du marché de l'acier et de la lutte contre le terrorisme. Paris et Bonn cherchent en outre à rapprocher leurs politiques sur le tiers-monde.

De nos envoyés spéciaux

Hambourg. — Avant de se quitter après la dernière journée des entretiens de Hambourg, mardi, le président Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt se sont intellectuellement et publiquement félicités non seulement de la bonne entente franco-allemande, mais aussi du rapprochement franco-britannique. M. Schmidt avait encouragé Paris et Londres à développer des relations sur le modèle des relations entre Paris et Bonn. Les autres pays de la Communauté ne doivent pas être jaloux, car cette étroite coopération est l'intérêt de tous.

L'accord de Londres

Évoquant, de son côté, l'accord de Londres pour des réunions annuelles de « chefs de gouvernement » français et britanniques, M. Giscard d'Estaing a dit : « Ceci correspond à la pleine conscience que les deux pays ont de la portée de la Grande-Bretagne et de notre Communauté ». Soulignant que les consultations franco-britanniques et germano-britanniques « coexistent » la semaine dernière, il a ajouté : « Chacun de ces consultations sur le plan bilatéral est à approfondir les connaissances réciproques et à examiner les conditions dans lesquelles se posent les problèmes et, bien entendu, à réserver les décisions aux instances compétentes (de la Communauté) et notamment au Conseil européen ». Après les consultations que nous avons eues, on peut constater l'unité qui se projette. C'est un fait, sur des points importants de son ordre du jour, devant pouvoir conduire à des décisions positives.

MAURICE DELARUE  
et DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 8.)

## LE RISQUE ET LE CHANGEMENT

par  
PIERRE VIANSSON-PONTÉ

degrés divers, degrés, irrités, inquiets. Dans l'opinion, le désespoir du président de la République et de son gouvernement est net, indéniable, n'en déplaise aux experts et sondages.

Per-dieu les raisons spécifiques

et d'ailleurs contradictoires de cette évolution, la cause majeure réside sans doute dans le contraste de plus en plus affirmé entre le désespoir, la lassitude, le nombre d'élus de la majorité et le nombre de membres du gouvernement, et l'assurance tranquille de la gauche. Tout se passe comme si une sorte de défaitisme plus ou moins résigné gagnait du terrain d'un côté tandis qu'une confiance qu'elle prévalait à tort ou à raison dans le camp d'en face.

Quand on en arrive là, les arguments, la veille encore, semblaient porter, se retournent contre ceux qui les brandissent.

(Lire la suite page 8.)

## Maurice Clavel

“Dieu est Dieu, Nom de Dieu!”

100 000 ex

la presse:

Un cri,  
un choc,  
un événement!

Un cri,  
un choc,  
un événement!

Un cri,  
un choc,  
un événement!

Un cri,  
un choc,  
un événement!

Un cri,  
un choc,  
un événement!

Un cri,  
un choc,  
un événement!

Un cri,  
un choc,  
un événement!

Un cri,  
un choc,  
un événement!

Un cri,  
un choc,  
un événement!

Un cri,  
un choc,  
un événement!

Un cri,  
un choc,  
un événement!

Un cri,  
un choc,  
un événement!

### Les sénateurs veulent amender sensiblement le texte sur les plus-values

### L'U.D.R. regimbe devant le projet électoral de M. Michel Poniatowski

Les députés U.D.R. se sont réunis à huis clos mercredi matin 7 juillet pour dresser le bilan politique de la session parlementaire. Une session qui s'est terminée puisque le Sénat examine le projet de loi sur l'imposition des plus-values et que l'Assemblée nationale discute les modifications du code électoral proposées par le gouvernement. Or, dans les deux cas, des difficultés politiques s'appesantissent au sein du parti. Les sénateurs s'appesantissent à modifier sans bruit, mais plus sensiblement que ne le souhaiterait le gouvernement, le texte sur les plus-values tandis que les députés U.D.R. regimbe devant les propositions de M. Poniatowski tendant à rendre plus sévères les conditions de la compétition électorale. M. Chirac qui a dit, mardi soir, se porter au secours du ministre de l'Intérieur, devait déjeuner mercredi avec les élus gaullistes et tenter de calmer leur humeur froissée.

(Lire la suite page 8.)

## Contre point

par MAURICE PAPON (\*)

Si l'on a eu maintes fois l'occasion de se demander si la portée du projet de loi sur l'imposition des plus-values, tel qu'il est, est vraiment utile à la République, il semble que s'instaure, au sein du parti, une véritable lutte de la gauche à la droite de la confrontation à laquelle il a donné lieu entre gouvernement et l'Assemblée.

Le maintien initial, tout le monde le connaît : il ne s'agit pas en effet de frapper ceux qui vivent des plus-values sans contribuer au financement des dépenses de l'État. Mais il s'agit de frapper ceux qui vivent des plus-values sans contribuer au financement des dépenses de l'État. Mais il s'agit de frapper ceux qui vivent des plus-values sans contribuer au financement des dépenses de l'État.

En examinant les pièces d'un projet de loi, on a l'impression que l'Assemblée nationale, dans le temps même où elle s'occupe de la loi sur l'imposition des plus-values, s'occupe de la loi sur l'imposition des plus-values, s'occupe de la loi sur l'imposition des plus-values.

(\*) Député U.D.R. du Cher, rapporteur général de la Commission des finances de l'Assemblée nationale.

(Lire la suite page 8.)

### Marchandages

L'idée de modifier le scrutin d'arrondissement est aussi vieille que la République elle-même. Le gouvernement veut éviter les « marchandages » en éliminant le scrutin d'arrondissement. C'est le projet de loi sur l'imposition des plus-values et que l'Assemblée nationale discute les modifications du code électoral proposées par le gouvernement. Or, dans les deux cas, des difficultés politiques s'appesantissent au sein du parti. Les sénateurs s'appesantissent à modifier sans bruit, mais plus sensiblement que ne le souhaiterait le gouvernement, le texte sur les plus-values tandis que les députés U.D.R. regimbe devant les propositions de M. Poniatowski tendant à rendre plus sévères les conditions de la compétition électorale. M. Chirac qui a dit, mardi soir, se porter au secours du ministre de l'Intérieur, devait déjeuner mercredi avec les élus gaullistes et tenter de calmer leur humeur froissée.

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

(Lire la suite page 8.)

### DE CHAILLOT A PETER BROOK

## La politique théâtrale de M. Guy en veillesse

Le Théâtre national de Chaillot, ou certains évoquent encore l'ombre de Viller — bien que le dispositif qui accueille maintenant les spectateurs réponde aux conceptions de Jean Lang, vicé-président et président.

C'est le mot d'ordre l'âme — que M. Michel Guy, secrétaire d'État à la culture, a dit annoncer cette mesure d'urgence, qu'il émettait dans le politique générale du gouvernement pour 1977. Chaillot, contrairement à ce qu'on en a dit, n'est pas le théâtre de la culture, mais le théâtre de la culture.

Chaillot n'est pas le théâtre de la culture, mais le théâtre de la culture. Chaillot n'est pas le théâtre de la culture, mais le théâtre de la culture. Chaillot n'est pas le théâtre de la culture, mais le théâtre de la culture.

Chaillot n'est pas le théâtre de la culture, mais le théâtre de la culture. Chaillot n'est pas le théâtre de la culture, mais le théâtre de la culture. Chaillot n'est pas le théâtre de la culture, mais le théâtre de la culture.

Chaillot n'est pas le théâtre de la culture, mais le théâtre de la culture. Chaillot n'est pas le théâtre de la culture, mais le théâtre de la culture. Chaillot n'est pas le théâtre de la culture, mais le théâtre de la culture.

Chaillot n'est







# EUROPE

## Grande-Bretagne

## Le rapport sur l'« affaire Lonrho » met en cause un parent de la reine

## De notre correspondant

Londres. — Un scandale dans le City de Londres vient de toucher un parent de la reine : M. Angus Ogilvy, époux de la princesse Alexandra — elle-même sœur du duc de Kent — a été accusé d'avoir détourné des fonds de l'« administrateur de sociétés » à la suite de la publication d'un rapport du ministère du commerce l'accusant d'avoir fait preuve de « négligences » à l'égard des actionnaires dont il

Landt aux Etats. M. Nguyen Duy Trinh, ministre des affaires étrangères, a déclaré diffuser l'agence vietnamienne d'information une interview dans laquelle il précise les intentions de Hanoi. « En regard de la situation, le Vietnam est prêt à développer ses relations avec la région à condition que chacun respecte l'intégrité territoriale des autres pays, que le territoire d'un pays ne soit pas envahi par un autre pays, « c'est-à-dire on n'induit pas contre un autre pays de la région. Le Vietnam entend favoriser le développement des relations avec les pays de la région pour l'avènement de la prospérité en considérant la situation spécifique de chaque pays et en assurant pour l'indépendance, la liberté et la démocratie en Asie du Sud-Est. » (Reuters, A.F.P.)

## AFRIQUE

## Rhodésie

### Des tâches honorifiques

Sir Dawda Jawara, président de la République de Gambie, est arrivé, ce mercredi matin 7 juillet, à Paris, où il doit faire un bref séjour privé. Il a été accueilli à Orly par M. Jean d'Orpowski, ministre de la coopération. Rappelons qu'il sera, jeudi, à déjeuner de M. Giscard d'Estaing.

## L'HÉRITAGE BRITANNIQUE

Afin d'identifier sa lutte contre la guérilla, le gouvernement rhodésien a décidé, mardi 6 juillet, d'augmenter le 40 % le budget de la défense et de 20 %, celui de la police.

Les nouveaux crédits servent principalement à payer les hommes servant dans les unités territoriales et les appelés dont le service a été prolongé de six mois.

Le Parlement sera saisi, le 30 juillet, du projet de budget. Il aura à voter les augmentations d'impôts nécessitées par cet effort militaire. D'autre part, le budget de l'éducation augmente de presque 15 %, des sommes plus importantes que par le passé devant être com-

● **Le Comité de lutte contre la répression au Maroc** (7888) Guervillie) vient de publier une brochure de soixante pages intitulée « Maroc, répression, prison, immigration » qui rassemble de nombreux documents et témoignages. Il a ouvert également une collecte destinée à soutenir les familles des prisonniers politi-

**DELHI et  
BOMBAY**

Départ:	Retour:
3 Juil.	24 Juil.
17 Juil.	27 Août
24 Juil.	14 Août
31 Juil.	22 Août
7 Août	28 Août
14 Août	4 Sept.
28 Août	18 Sept.
11 Sept.	2 Oct.

25 Sept. 18 Oct.  
2 Oct. 23 Oct.

**2.200 F et 2.400 F**  
ALLIANCE EUROPÉENNE DE L'AIR

**bon**  
pour recevoir gratuitement  
notre brochure 76

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

100

Q. Now, you're not sure if the "100" is a "100" or a "1000"?

Ville \_\_\_\_\_

1

هکزه

**DELHI et  
BOMBAY**

Départ:	Retour:
3 Juil.	24 Juil.
17 Juil.	7 Août
24 Juil.	14 Août
31 Juil.	22 Août
7 Août	28 Août

14 Août	4 Sept.
26 Août	18 Sept.
11 Sept.	2 Oct.
25 Sept.	18 Oct.
2 Oct.	23 Oct.

**2.200 F et 2.400 F**  
ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR

**bon**  
pour recevoir gratuitement  
notre brochure 76

Nome \_\_\_\_\_  
 Indirizzo \_\_\_\_\_  
 Città \_\_\_\_\_

## EUROPE

### Espagne

DANS SA PREMIÈRE ALLOCUTION OFFICIELLE

## M. Adolfo Suarez s'est engagé à accélérer les réformes politiques

De notre envoyé spécial

Madrid. — M. Adolfo Suarez a marqué un point positif, mardi soir 6 juillet, à Madrid, en prononçant une brève allocution officielle au cours de laquelle il a insisté sur ses bonnes intentions démocratiques. Il a offert le dialogue direct, promis d'accélérer les réformes politiques, sollicité la collaboration de toutes les forces sociales et réaffirmé que la monarchie était la ferme volonté de bâtir une démocratie moderne en Espagne.

Mais le nouveau président du gouvernement n'a pas convaincu par autant les personnalités les plus proches du régime, soupçonnant d'ailleurs par là même d'être une opération de pure forme. Les réformes politiques, dit-il, ne sont pas une fin en soi, mais un moyen de parvenir à la composition du gouvernement avant de passer à la réforme. Condamné par les réformateurs du régime, boudé par les hommes du pouvoir, M. Suarez est apparu, mardi soir, comme un homme qui n'a pas dit d'ailleurs les vérités qu'il doit affronter et à presque donné l'impression de s'écarter d'être à la place qui est la sienne au-delà d'un bon stonement relatif (celui de l'opposition d'opposition, dans la perspective est longue à se dissiper.

Le 6 juin, devant les Cortes, M. Adolfo Suarez, alors ministre secrétaire général du mouvement, avait défendu avec talent et conviction le projet de loi sur les élections. Mais, mardi soir, il paraissait déjà être approuvé sans difficulté par le Parlement franquiste. Le 6 juillet, il a promis d'être assuré, la nécessité et la marque de son gouvernement.

Les mains crispées en lisant son message à l'application, manifestement, l'impression de la tâche qui l'attend. M. Suarez a la tâche de la monarchie, il s'agit d'une véritable « mission » qui a été confiée à une véritable « mission ». M. Suarez a la tâche de la monarchie, il s'agit d'une véritable « mission » qui a été confiée à une véritable « mission ».

La tâche est-elle ? Les gouvernements successifs ont eu la tâche de la monarchie, il s'agit d'une véritable « mission » qui a été confiée à une véritable « mission ».

Cette tâche est simple et claire de conduite à l'opinion.

### Portugal

## LE GÉNÉRAL EANEZ EST OFFICIELLEMENT PROCLAMÉ PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Lisbonne (A.P.P.). — Le général Rambo Eanez a été officiellement proclamé président de la République par la Cour suprême mardi 6 juillet en fin de matinée, après vérification de ses titres.

Le général Rambo Eanez est le quatrième président de la République portugaise et le premier d'un régime universel depuis la Constitution du 26 avril 1976. Aux termes de la Constitution, le général Rambo Eanez devait prêter serment devant l'Assemblée législative et être investi officiellement dans huit jours, c'est-à-dire le 14 juillet.

Immédiatement après son investiture, le général Eanez nommera le premier ministre après avoir entendu le Conseil de la Révolution.

Le nouveau président sera donc officiellement investi le 14 juillet.

Osé de Carvalho, qui était l'objet d'un mandat de la République portugaise, a été élu le 25 novembre 1975, pour deux ans à compter du 1er janvier 1976.

Le général Eanez, qui était l'objet d'un mandat de la République portugaise, a été élu le 25 novembre 1975, pour deux ans à compter du 1er janvier 1976.

Le général Eanez, qui était l'objet d'un mandat de la République portugaise, a été élu le 25 novembre 1975, pour deux ans à compter du 1er janvier 1976.

Le général Eanez, qui était l'objet d'un mandat de la République portugaise, a été élu le 25 novembre 1975, pour deux ans à compter du 1er janvier 1976.

## EUROPE

### Argentine

## Le nouveau chef de la police est contraint de démissionner

De notre correspondant

Buenos-Aires. — La rébellion des cadres supérieurs de la police fédérale, qui, le 5 juillet, a mené à la démission collective, a contraint le général Arturo Corbetta, nommé chef de la police fédérale le 23 juin, d'abandonner ses fonctions. Il a été remplacé par le général Eduardo Viola, qui remplacera à la tête de la 1<sup>re</sup> brigade de cavalerie blindée à Tandil, dans la province de Buenos-Aires. Ce changement constitue un échec sévère pour le général Jorge Videla, commandant en chef de l'armée et président de la République, et pour le général Roberto Viola, chef de l'état-major de l'armée, qui venait d'être nommé à la police et aux forces de sécurité en général des méthodes nouvelles plus conformes aux lois.

En assumant ses responsabilités, le général Corbetta avait, le 25 juin, adressé à ses subordonnés une lettre dans laquelle il avait promis à la nation un message radiodiffusé dans lequel il avait eu un grand retentissement à l'intérieur du pays et à l'étranger (le Monde du 30 juin). Partant du principe que « l'aveu est de la raison passer par la porte », il avait demandé à ses membres de conserver dans l'attente de la solution de la crise, l'inspiration des valeurs de la société qu'il défendait.

C'est à la façon de souligner les défauts de la police. Tout le monde comprend le sens du message et s'en est réjoui, d'ailleurs, le geste a été la parole, le général avait, dès la semaine dernière, donné des ordres précis pour que, au moment de la crise, tous les policiers soient instruits. De plus, le général avait interdit les mauvais traitements, peut-être, à fin par provocation.

PHILIPPE LASREVEUX.

## Plusieurs milliers de réfugiés politiques attendent de pouvoir quitter le pays

Six cents ressortissants chiliens et uruguayens réfugiés en Argentine ont attendu, le mardi 6 juillet, une grève de la faim et réclament leur transfert dans un autre pays. Le groupe, qui comprend quinze enfants et deux invalides, insiste dans un bûche de la protection du haut commissariat des Nations unies. D'autres réfugiés chiliens ont réclaté asile, le 6 juillet, à l'ambassade de France, mais, sur conseil de leurs chargés d'affaires, ont accepté de regagner leur domicile. En revanche, vingt-cinq Chiliens se trouvent toujours à l'ambassade du Canada et cinq autres attendent depuis trois mois à l'ambassade d'Italie.

De notre correspondant

Buenos-Aires. — Une vive inquiétude règne pour les réfugiés politiques, certains sont même en danger de panique. Ils savent maintenant que le gouvernement argentin ne les fera partir, les fonctionnaires du ministère de l'Intérieur ne le croient pas et ne sentent du haut commissariat pour les réfugiés. Buenos-Aires ne leur a pas encore permis de quitter le pays, car ils ne sont pas encore acceptés de regagner leur domicile. En revanche, vingt-cinq Chiliens se trouvent toujours à l'ambassade du Canada et cinq autres attendent depuis trois mois à l'ambassade d'Italie.

C'est, selon les mêmes sources, ce à remue-ménage à l'intérieur du pays, qui a conduit à la décision prise depuis quelques temps de renvoyer M. Arias à la tête du gouvernement.

En tout cas, cette situation difficile, selon les premières listes de réfugiés, a conduit à la décision de M. Arias de renvoyer M. Arias à la tête du gouvernement.

M. Arias a été nommé à la tête du gouvernement, le 6 juillet, en fin de matinée, après vérification de ses titres.

Le général Rambo Eanez est le quatrième président de la République portugaise et le premier d'un régime universel depuis la Constitution du 26 avril 1976.

Le général Eanez, qui était l'objet d'un mandat de la République portugaise, a été élu le 25 novembre 1975, pour deux ans à compter du 1er janvier 1976.

Le général Eanez, qui était l'objet d'un mandat de la République portugaise, a été élu le 25 novembre 1975, pour deux ans à compter du 1er janvier 1976.

Le général Eanez, qui était l'objet d'un mandat de la République portugaise, a été élu le 25 novembre 1975, pour deux ans à compter du 1er janvier 1976.

Le général Eanez, qui était l'objet d'un mandat de la République portugaise, a été élu le 25 novembre 1975, pour deux ans à compter du 1er janvier 1976.

Le général Eanez, qui était l'objet d'un mandat de la République portugaise, a été élu le 25 novembre 1975, pour deux ans à compter du 1er janvier 1976.

Le général Eanez, qui était l'objet d'un mandat de la République portugaise, a été élu le 25 novembre 1975, pour deux ans à compter du 1er janvier 1976.

Le général Eanez, qui était l'objet d'un mandat de la République portugaise, a été élu le 25 novembre 1975, pour deux ans à compter du 1er janvier 1976.

Le général Eanez, qui était l'objet d'un mandat de la République portugaise, a été élu le 25 novembre 1975, pour deux ans à compter du 1er janvier 1976.

Le général Eanez, qui était l'objet d'un mandat de la République portugaise, a été élu le 25 novembre 1975, pour deux ans à compter du 1er janvier 1976.

Le général Eanez, qui était l'objet d'un mandat de la République portugaise, a été élu le 25 novembre 1975, pour deux ans à compter du 1er janvier 1976.

Le général Eanez, qui était l'objet d'un mandat de la République portugaise, a été élu le 25 novembre 1975, pour deux ans à compter du 1er janvier 1976.

Le général Eanez, qui était l'objet d'un mandat de la République portugaise, a été élu le 25 novembre 1975, pour deux ans à compter du 1er janvier 1976.

Le général Eanez, qui était l'objet d'un mandat de la République portugaise, a été élu le 25 novembre 1975, pour deux ans à compter du 1er janvier 1976.

Le général Eanez, qui était l'objet d'un mandat de la République portugaise, a été élu le 25 novembre 1975, pour deux ans à compter du 1er janvier 1976.

## AMÉRIQUES

### Pérou

## LA GRÈVE DES TRANSPORTEURS EMBARRASSE LE GOUVERNEMENT

Huit organisations pro-gouvernementales ont mis en garde, mardi 6 juillet, le gouvernement et dénoncent les mesures « anti-populaires » prises dans le domaine économique. Au sujet de la grève des chauffeurs de taxi-bus de Lima, qui se poursuit depuis le 1<sup>er</sup> juillet, elles affirment qu'il est « évident que la situation que vit le pays a pour origine l'impartialisme et la réaction ». Le parti communiste péruvien, de son côté, justifie les « sacrifices demandés aux masses » et accuse la droite de profiter de la situation actuelle pour s'opposer au processus révolutionnaire.

responsabilité

Lima. — Le ton monte entre le gouvernement et les chauffeurs de taxi-bus de Lima. La grève des chauffeurs de taxi-bus de Lima, qui se poursuit depuis le 1<sup>er</sup> juillet, a entraîné de graves perturbations dans le trafic urbain. Le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail. Le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.

Le chauffeur affirmant que la hausse du prix des trajets qu'il a été accordée ne compense pas l'augmentation du prix de l'essence de 117 %, décide la semaine dernière. Mais le gouvernement a tenté de faire reprendre le travail le 6 juillet, mais, malgré les grands efforts de la presse officielle annonçant la fin de la grève, la quasi-totalité des chauffeurs n'ont pas repris le travail.







# POLITIQUE

## LA TAXATION DES PLUS-VALUES

### Le Sénat s'interroge sur la nature du projet

Le Sénat a commencé, mercredi matin 7 juillet, l'examen des articles du projet de loi sur la taxation des plus-values. Les articles ont permis d'achever la discussion générale de ce texte. La première journée s'est déroulée sous le signe de la sérénité et de la technicité. On en retiendra une certaine confusion dans l'interprétation même du projet. Bien des sénateurs le défendent (ou le combattent) comme dans l'attente d'une taxation des gains en capital. D'autres, au contraire, paraissent en attendre une généralisation de la taxe d'impôt sur le capital.

Après l'intervention de M. Pierre Uri, qui a exposé l'avis du Conseil économique et social dont il était le porte-parole, on a entendu, mardi matin, le rapporteur de la commission des Finances, M. Claude Duforet, qui a souligné la portée du projet de loi tout en formulant de sérieuses réserves sur plusieurs de ses dispositions. Puis le ministre de l'économie et des finances a pris, une première fois, la parole. Il devait ensuite donner sa définition de la réforme : une extension de la notion de revenu.

« Le triple principe de votre projet, déclare M. Fourcade, est qu'il faut élargir aux bénéficiaires de certaines plus-values de

concrétiser aux dépenses publiques selon le système de l'impôt sur le revenu, mais en tenant compte de l'évolution économique et de la durée de détention du bien.

« L'évolution de notre genre de vie dans une société dynamique et libérale multiplie les plus-values sur le capital. Il ne s'agit pas de les condamner moralement : il s'agit de les faire entrer dans le système d'impôt.

« Nous sommes arrivés, en matière de taxes, à des chiffres astronomiques : notre effort doit porter sur la sérénité des déclarations et l'élargissement de la base imposable. Pour l'imposition des plus-values, il n'y a pas de différence. (...) On a prétendu que la taxation des plus-values est incohérente avec notre politique économique et sociale. Je pense, au contraire, qu'elle joue un rôle important dans la lutte contre l'inflation. (...) La taxation des plus-values tend à réduire un peu les inégalités de notre société. Un régime fiscal plus équitable fait plus que beaucoup d'incitations partielles pour le développement économique.

« M. Claude Duforet, en effet, aurait préféré une taxation moderne des gains en capital. Puis, s'adressant au ministre, il déclare : « Vous croyez avoir élargi la taxation du capital, mais vous ne faites que la limiter au capital exercé en capital, mais vous ne faites que la limiter au capital exercé en capital, mais vous ne faites que la limiter au capital exercé en capital... »

« Les moins-values devraient être déduites. Vous ne le faites pas, pourquoi ? (...) L'usage des moins-values, pour le contribuable, est d'être déduit de la base imposable. Personnellement, je crois qu'il faut élargir la base imposable, c'est-à-dire, c'est-à-dire, c'est-à-dire... »

« La commission des finances a proposé, elle-même, de ne pas taxer les moins-values. Notre vote sera donc contraire à la proposition de la commission des finances. (...) M. Monory, les autres à moi-même... »

« M. Guy Pettey (Ind., Pyrénées-Atlantiques) évoque la loi de 1964 sur la taxation des plus-values. Il déclare : « Cette loi a été votée par le Parlement. Elle a été votée par le Parlement. Elle a été votée par le Parlement... »

« M. Maurice Schumann (U.D.R., Nord), évoque la conception de l'impôt sur le revenu. Il déclare : « Cette loi a été votée par le Parlement. Elle a été votée par le Parlement... »

## LE RISQUE ET LE CHANGEMENT

(Suite de la première page.)

Ainsi en va-t-il des variations de la majorité à propos des divisions de la gauche. A-t-on assez entendu de « coups de gauche » ? M. Poulidor, de sévères déclarations de M. Chirac, de démonstrations savantes de M. Fourcade d'hommes de M. Lecanuet et même de confidences de M. Giscard d'Estaing reposant sur l'idée simple que les divergences des socialistes et des communistes rendaient inopérables de gouverner ensemble ? Même si la majorité ne présentait pas, et il n'en est rien, de beaucoup, un front uni, du moins ses membres, affirmant, étaient d'accord sur l'essentiel, tandis que le président sur l'essentiel que différait et s'opposait même à l'occasion les deux grands partenaires de l'opposition.

« Les hommes aient changé, que les contours et la composition même de la majorité aient évolué, rien de plus normal. Mais ce qui du même coup, a évolué et changé, ce sont les conditions et les formes d'un éventuel renversement de cette même majorité.

Un tel renversement, contrairement à ce qu'on lui entend souvent, ne dépend plus seulement de la volonté des hommes de la gauche, mais de la volonté de la masse électorale constituée par quelques centaines de milliers de citoyens. Si l'homme de la gauche, en l'occurrence, n'est pas le même, mais, en l'occurrence, n'est pas le même, mais, en l'occurrence, n'est pas le même... »

« M. Giscard d'Estaing, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Poulidor, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Chirac, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Fourcade, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Lecanuet, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Giscard d'Estaing, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Poulidor, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Chirac, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Fourcade, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Lecanuet, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Giscard d'Estaing, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Poulidor, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Chirac, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Fourcade, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Lecanuet, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Giscard d'Estaing, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Poulidor, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Chirac, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Fourcade, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Lecanuet, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Giscard d'Estaing, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Poulidor, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Chirac, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Fourcade, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Lecanuet, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Giscard d'Estaing, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Poulidor, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Chirac, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Fourcade, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Lecanuet, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Giscard d'Estaing, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Poulidor, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Chirac, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Fourcade, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Lecanuet, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Giscard d'Estaing, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Poulidor, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Chirac, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

## Contre-point

(Suite de la première page.)

Enfin, il y a le problème de la résidence secondaire à fait grand bruit, c'est que le gouvernement avait mal analysé comme phénomène social de notre époque la dévaluation rapide et généralisée du niveau de vie et la dévaluation du mode de vie, comme tel des nuisances de la vie urbaine et de la civilisation industrielle.

On pourrait multiplier les exemples d'un projet fondé dans son principe, mais mal pensé et mal articulé.

La commission des finances, quant à elle, a dans son examen et ses conclusions, obéi à trois principes :

— Traiter les biens selon leur nature, des lois que les conditions d'acquisition, de gestion, de détention diffèrent selon qu'il s'agit de biens immobiliers ou mobiliers. La commission s'est donc arrêtée pour le court terme à un an pour les biens immobiliers, et pour le long terme à dix ans pour les biens mobiliers, vingt ans pour les immeubles et trente ans pour les terrains à bâtir. Ce faisant, elle a éliminé le délai de quarante ans, qui représente l'espace de deux générations.

— Retenir la notion du patrimoine familial pour traiter globalement le problème des plus-values touchant les résidences secondaires. Elle a introduit, en conséquence, le principe de l'écoulement total du premier bien possédé et prévu des abattements à caractère familial pour la cession du premier bien immobilier inoccupé afin de ne pas pénaliser le patrimoine en formation.

Enfin, mettre la fiscalité au service du développement économique et social, ce qui procède d'une attitude moderne et qui l'a conduite à traiter les actions d'une manière cohérente avec les objectifs économiques et sociaux. En partant de la notion de portefeuille global, la commission a proposé — et l'Assemblée nationale a retenu — l'introduction d'un compte d'investissements à l'inté-

rieur duquel seraient énoncées les plus-values réinvesties, de manière à alimenter et accroître constamment le montant des capitaux, tout en limitant dans notre pays l'expansion et l'accumulation des plus-values correspondant à des sources de fonds ou à des réserves de fonds, ce qui est la source de la dévaluation du niveau de vie, comme tel des nuisances de la vie urbaine et de la civilisation industrielle.

La commission des finances, quant à elle, a dans son examen et ses conclusions, obéi à trois principes :

— Traiter les biens selon leur nature, des lois que les conditions d'acquisition, de gestion, de détention diffèrent selon qu'il s'agit de biens immobiliers ou mobiliers. La commission s'est donc arrêtée pour le court terme à un an pour les biens immobiliers, et pour le long terme à dix ans pour les biens mobiliers, vingt ans pour les immeubles et trente ans pour les terrains à bâtir. Ce faisant, elle a éliminé le délai de quarante ans, qui représente l'espace de deux générations.

— Retenir la notion du patrimoine familial pour traiter globalement le problème des plus-values touchant les résidences secondaires. Elle a introduit, en conséquence, le principe de l'écoulement total du premier bien possédé et prévu des abattements à caractère familial pour la cession du premier bien immobilier inoccupé afin de ne pas pénaliser le patrimoine en formation.

Enfin, mettre la fiscalité au service du développement économique et social, ce qui procède d'une attitude moderne et qui l'a conduite à traiter les actions d'une manière cohérente avec les objectifs économiques et sociaux. En partant de la notion de portefeuille global, la commission a proposé — et l'Assemblée nationale a retenu — l'introduction d'un compte d'investissements à l'inté-

## Nouvelles difficultés

### pour le gouvernement

Cette réunion, dans un établissement de la ville de Bordeaux, celle de M. Claude Labbé, président du groupe, avait annoncé dans le programme de la réunion du gouvernement intervenant dans le cadre de la loi de la fin de la session ordinaire du Parlement, « Vous n'avez pas de loi, vous n'avez pas de loi, vous n'avez pas de loi... »

« M. Giscard d'Estaing, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Poulidor, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Chirac, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Fourcade, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Lecanuet, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

« M. Giscard d'Estaing, en effet, a dit : « Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche. Je ne suis pas un homme de gauche... »

PSYCHIATRE

Coup de...  
juste

مجلس الشعب



# Printemps

Haussmann/Nation/Parly 2/Vélizy 2 Créteil  
Entrepôt de l'Île St-Denis



**malgré lui**

[illegible][illegible][illegible]

**CULTURE**

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY  
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION  
500 5TH AVENUE  
NEW YORK 17, N.Y.

**MANUSCRIPTS**

OF THE  
NEW YORK PUBLIC LIBRARY  
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION  
500 5TH AVENUE  
NEW YORK 17, N.Y.

**TREASURY**

M  
N  
P  
Q  
R  
S  
T  
U  
V  
W  
X  
Y  
Z

Page 2 of 2  
Date: 10/10/2010  
Time: 10:10:10  
User: X  
File: X  
Name: X  
Address: X  
City: X  
State: X  
Zip: X  
Phone: X  
Fax: X  
E-mail: X  
Web: X

[illegible]

# L'ADOLESCENCE PERMANENTE DE LA DANSE AMÉRICAINE

[illegible]

**Un endroit où l'on danse  
à pieds nus**

Jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, l'Europe a vécu dans l'idée que l'Amérique, dépourvue de tradition chorégraphique, était pour ses danseurs un terrain vierge à conquérir par la promiscuité, sans aucun transformé en une véritable émigration après la révolution russe. Il y avait bien eus Isadora Duncan, cette Américaine qui a été à l'origine de la chorégraphie, l'édifice classique au nom du naturel, mais elle n'avait rien créé de solide.

Quand la suite venue à Paris en 1950, les danseurs américains ont commencé à se faire connaître, Mary Wigman était déjà décédée, le courant comme une malheureuse et le demandais : Est-ce que vous connaissez un endroit où l'on danse à pieds nus ? On leur a répondu que ça n'existait pas et qu'ils allaient à la recherche du classique et du mime, il n'y avait pas de

jeux. » Cependant, à New-York, Martha Graham avait déjà composé une grande partie de ses ballets et mis au point une technique efficace reposant sur la découverte de tout ce que le corps peut exprimer par lui-même. Elle avait même écrit un opéra-pulsa en 1934, se fit dans l'indifférence générale. Dix ans après, en public outaue d'un langage chorégraphique plus adapté à notre époque, elle fut reconnue comme l'une des plus petites-actrices de Graham — car toutes les danses modernes procèdent d'elle.

Martha Graham, qui n'a pas seulement allié toujours des ballets et anime la compagnie. Son pays honore en elle une plume. Tout cela, son œuvre, son style, son langage, son art, son caractère, comme classique, et les jeunes danses américaines s'élèvent en France d'un élan de nous faire connaître et faire partir de leur patrimoine artistique.

Martha Graham et entrepôt, voilà cinquante ans que l'Amérique a une danseuse qui agit, en Amérique, ne s'est plus jamais arrêtée depuis. D'autres avant elle avaient eu des succès, mais elle seule a survécu à l'Orient. L'originalité de Graham est d'avoir compris que dans un pays non où l'on danse, on ne danse pas. Elle a fait découvrir un langage propre permettant d'exprimer la vie qui bouge. Il ne s'agit pas de danser, mais de vivre. Elle a la Rochelle, de venir trois cents ans de danses classiques, mais d'un briser le mouvement et l'artiste pour retrouver l'essence de la danse. Elle a la Rochelle, de venir trois cents ans de danses classiques, mais d'un briser le mouvement et l'artiste pour retrouver l'essence de la danse. Elle a la Rochelle, de venir trois cents ans de danses classiques, mais d'un briser le mouvement et l'artiste pour retrouver l'essence de la danse.

tuerait l'homme, celui-ci n'aurait  
 pas eu le temps de dire "je t'embrasse",  
 avec la complicité de John Cage et  
 du peintre Rauschenberg, dans l'aventure  
 de la performance. Le monde de la  
 recherche du mouvement pur et de ses  
 déclinaisons est très passionné pour les  
 résurgences de l'audio-visuel et les réactions  
 du public. C'est la grande question  
 posée par Graham, il y a présenté l'improvisé  
 "Pulse" pour permettre au public de  
 intervenir. Mais il est resté très proche  
 d'elle, mais il y a dédramatisé la danse et  
 l'art, il a voulu que la danse soit une  
 humeur dont savoir faire prouve aussi  
 l'absence de la danse. C'est la danse  
 dans le monde du Pléiades, art ancien  
 dans le monde de la danse. C'est la  
 expérience communautaire vécue à l'école  
 de la danse, une danse qui est une  
 forme d'écriture de la danse.

Vu de France, cette nouvelle danse,  
 qui est une danse de la danse, est  
 recherché le contact avec le sol, peut  
 prendre l'aspect d'une question des anciens  
 dans le monde de la danse. C'est la  
 du pragmatisme expérimental. D'autres choré-  
 graphes se forment à la danse transfor-  
 mationnelle, à la danse transformatrice  
 (l'origine anglaise) du même Robert  
 dans le monde de la danse. C'est la  
 la danse moderne dans le vocabulaire classique  
 pour créer un ballet contemporain complé-

[illegible]

mine que Petipa avait eu dix-neuvième  
 siècle forgé le style académique russe à  
 partir de la danse française... Il ne s'agit  
 de faire du chauvinisme en parlant de  
 style national, mais il est évident que la  
 composition physique de nos danseurs et  
 de nos danseuses de notre époque est  
 différente de celle de celle de  
 l'Europe. - Et Lincoln Kirstein de se réfré-  
 mer comme Martha Graham, aux ancêtres  
 ont conquis les frontières géogra-  
 phiques du pays, au dynamisme et à l'effi-  
 cacité de l'Amérique qui suppose une sorte  
 d'adolescence permanente.

L'Europe d'après-guerre se découvrir  
un à peu, avec retard, tous ces bellets.  
Après Frontier (Graham, 1935), *Full River*  
pend (A. de Milla, 1942), la Cage (Rob-  
bins, 1951) jusqu'au récent *Sleepers* (Faico,  
1973), *Trinity* (Arpino, 1974), *Deuce Cup*  
Tharp, 1975), il font tous référence à  
l'Amérique, ses coutumes, ses héros, ses  
vices, ses contradictions, ses personnages  
d'ordres ou ses marginaux.

La danse connaît actuellement une véritable explosion : un développement que l'on peut difficilement imaginer (cf : « Partout, raconte Per, danseur chez Carolyn Carlson, on peut trouver son travail : dans les écoles, les centres sociaux, les écoles, les gares... Chaque élève a sa manière propre de danser. On peut avoir des professeurs très différents, mais tous ont une formation de base pour travailler. La danse est une discipline à part entière enseignée dans les universités. Chez nous, danseur n'est pas un être à part, coupé du réel quotidien, mais un étudiant comme les autres ; il peut être comptable, plongeur de restaurant pour gagner sa

C'est peut-être cette intégration du danseur à la performance, qui explique la part importante prise par cette discipline dans les expériences et les recherches récentes. La danse est arrivée par le cinéma, mais elle a envahi le théâtre. Elle a été l'élément révolutionnaire des spectacles refusant catégoriquement le mime et le mimétisme, mais elle se révèle subversive dans sa manière de remettre en question les formes et les valeurs du spectacle contemporain. Les danseurs américains Merce Cunningham, John Cage, Robert Rauschenberg, Meredith Monk, les gémissements obstinés de Andy de Groot, les accumulations géométriques de Thérèse Brown ou même les éboulis scintillants d'une Carolyn Carlson, s'échouent sur la recherche de la mollesse du mouvement. La danse d'aujourd'hui est une danse d'avant la danse ouverte sur les sens et les reconquêtes.

MARCELLE MICHEL

## Le paysage au XIX<sup>e</sup> siècle

### QUAND LA PEINTURE FRANÇAISE FAIT L'ÉCOLE BUISSONNIÈRE

[illegible]

faillait bien tenter ce maître de l'ordre et de la mesure. Mais, hélas, il n'était pas fait pour cela, et, comme il n'était pas fait pour tout, il se contenta de se débiter, certains avec bonheur. On pense par exemple à l'École de Barbizon de Jean Béraud, d'une pittoresque sensibilité et richement illustrée. Puis arrivent les romans, les romans de l'École de l'Éducation exhaustive, un peu à la façon des naturalistes des régions arides et végétales. Cette comparaison n'a rien d'humouristique et le mot de naturalisme illustre, au contraire, le caractère de ces romans, de ces groupes d'artistes, de ces romans. Il est des analogies qui sont flagrantes. Le *Paysage français* est d'origine italienne, c'est un travail de longue haleine dont il serait injuste de dire qu'il est le fruit d'un seul homme. Une véritable somme assez systématique que possible qui comporte déjà (il y en aurait d'autres en préparation) trois énormes volumes. Au total, près de mille

La tentative de classement proprement dit de l'École de la nature, c'est le sous-titre de l'ouvrage, étayée de longs et pertinents développements, fait l'objet du premier tome. Avec le rappel de ses tenants (surtout étrangers) et l'inventaire de ses aboutissants (en France),

[illegible]

## Romantiques ou classiques ?

Georges Michel se bécote en marge de l'asservissement officiel. Ne fléchit pas devant les despotismes. Contre la tyrannie néo-classique, qui a sévi près de cinquante ans et s'est montrée coriace jusqu'au bout, s'insurge le romantisme. Sa doctrine est simple : « L'homme est un être sensible de sentir », comme le définit le Bandesiste, auquel tout historien d'art est contraint de se référer lorsqu'il s'avise d'explorer en profondeur les mouvements de l'âme. Oui, c'est bien d'être, qu'il s'agit quelquefois, d'être plus, d'être ce que « le paysage est en état d'être », tant ce lien commun a été glavandé, mais rarement exprimé ne fut plus heureuse.

Il y a eu rupture certes. Elle ne fut pas totale pour tout le monde. Entre les deux camps, entre les deux rives opposées, s'insère la génération sacrifiée des réformistes. (Quel sacrifiant parallèle sémantique en perspective entre le vocabulaire de l'art et

salut de la politique ! Avis aux amateurs des vastes synthèses ! Sacrifice ! L'obscurité qui s'est reformée sur elle en est la preuve. Seul, Camille Corot surnage, et, plus loin dans les âges et après e de la vieillesse, il est le seul à se retrouver parmi les a conditionnels e. L'important est que Corot, qui s'est tenu à l'écart des polémiques et des groupes et des courants, ait été le seul à survivre, demeure parmi les tout-grands.

Classique si on veut. Pourtant, Pierre Miquet ne s'écartera pas des courants romantiques un retour au véritable classicisme ? Laissons à les arguties terminologiques, encore que cette mise au point est nécessaire. L'important est que les premiers de Proust, de l'esprit de Proust, ne sont pas ceux qui s'en relâchent.

Nous voici donc aux prises avec un romanisme lui-même subdivisé — toujours la chronologie — en trois périodes : celle où, avec Huet et Decamps comme chefs de file, il a violemment engagé l'offensive; celle du triomphe du Salon de 1831; et la dernière où les directions divergent, où les troupes se séparent, où la confusion s'installe un peu partout (mais quelle confusion féconde!), où le courant réaliste commence à prévaloir. L'inévitable chute de tension succède à l'effervescence.

[illegible]

tainebleau... — ou dans leurs « écoles » provinciales de Lyon, de Bordeaux ou du Midi.

[illegible]

### Vingt-sept monographies

Les deux tomes suivants comportent les monographies de vingt-sept peintres. Les uns illustrent — Corot, Bayle, Paul Signac, Théodore Rousseau, Millet, Harpignies, ... d'autres notoires — Elst, Brossat, Dais de la Peña, Troyon, Dupré, Ravet, Chintreuil, Daubigny — enfin pas mal de maxoues — Théodore Géricault d'Aligre, Thimier, Charles de la Petre, Cabot, etc. Voilà, pensons-nous, un des côtés les plus sympathiques de cet ouvrage que ce souci de réhabiliter des peintres victimes d'une injuste oubli.

On pourra demander la raison du choix délibéré de vingt-sept noms et des rejets dont l'auteur se justifie. Il s'excuse même, et avec quelque regret, de n'avoir notamment pas retenu Delacroix, parce qu'il dépasse l'appellation de paysagiste.

Vingt-sept noms : on s'en contentera provisoirement. Tant pis pour Gals ou pour Gronx. On se contentera des résumés, des extraits, des citations, des documents d'ordre biographique (l'autre a notamment dépouillé de nombreuses correspondances souvent inédites) et des documents d'ordre littéraire (entre autres des extraits de presse de l'époque, d'appréciations des contemporains, de critiques, de réactions, etc.). Strictement chronologique — de même que la succession des artistes classés d'après leur date de naissance. Chaque époque sera traitée dans un chapitre, sans vaine littérature, sans intervention personnelle, ce qui ne signifie pas sans esprit d'analyse, sans esprit critique. Cette présentation facile apparemment la lecture d'une masse considérable de renseignements. Méthode analytique et synthétique, méthode scientifique, démarche qui est déjà difficilement concevable.

En pêche quelquefois par excès de minutie, comme on l'a dit plus haut, voire par excès de clarté. Un seul exemple : parmi les tableaux comparatifs qui « parachèvent » les renseignements » et qui présentent un intérêt certain, nous avouons avoir du mal à comprendre celui de la page 21 (comme premier) citant les artistes par rapport à leurs étiquettes... Quel qu'il en soit, le monumental ouvrage de Pierre Miquel, dont les illustrations en couleurs sont d'une rare qualité, sera utilement lu et consulté par le grand public comme par les spécialistes. Trop de références s'y trouvent pour être négligeables.

**JEAN-MARIE DUNOYER.**

\* Trois volumes in-quarto, reliés en pleine toile. Editions de la Martinielle, 20 rue de la Harpe, 10500, Courbevoie.

2, rue du Lycée, 55330 BOSSU-LEZ-TOURNAI.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

**« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »**

**704-70-20 (lignes groupées)**  
**et 727-42-34**

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

10/10/2010 11:00:00 AM











## DEUX SECTEURS DE L'ACTIVITÉ CULTURELLE EN CRISE

## Le préavis de grève déposé par les danseurs va peser sur les négociations de l'Opéra

TANDIS que les échéances approchent à l'Opéra (une décision définitive doit être prise par le gouvernement au plus tard le 15 juillet), les ultimes négociations patissent sur quelques points durs, alors que les positions s'écartent assez nettement, rapprochées ces derniers jours.

Si des accords sur les conditions de travail, avec des concessions de part et d'autre, sont en vue pour les musiciens et le personnel technique, il n'en est pas de même pour le personnel artistique, en particulier les danseurs, qui ont obtenu un financement collectif au sein du ballet en une troupe indépendante de l'Opéra, se sont brisés sur l'annexe qui leur était proposée (et qui d'ailleurs permettrait aussi d'élargir le ballet à une troupe indépendante, ouvrant la porte à des abus) ; ils ont confirmé, mardi, leur grève pour les représentations des 8, 9 et 10 juillet à la cour Carrée du Louvre. Situation fort inquiétante, le gouvernement ayant déclaré, le 31 mai, que « le théâtre devait rester en état de marche » et « assurer l'exécution intégrale du programme » pendant les pourparlers.

En ce qui concerne le régime des sommes, l'accord est, en fait, très réaliste : le personnel a accepté l'abandon du traitement contre l'octroi d'une indemnité de séjour égale à celle des fonctionnaires de catégorie A augmentée de 25 % (en raison des conditions de travail particulières des artistes lyriques), y compris à l'étranger. Par ailleurs, il semble que les musiciens, ne s'opposent plus à l'utilisation de bandes magnétiques pour l'accompagnement des spectacles du ballet, dans la mesure où cela ne lèse pas des artistes locaux de niveau élevé.

Reste la problème des transmissions : la Fédération nationale du spectacle (F.N.S.) refuse catégoriquement la notion de service public qui entraînerait l'absence de rémunération pour les retraités des premières ; les syndicats lyriques trop grave l'acceptation de ce principe qui entraînerait la mise à pied de toutes les institutions subventionnées qui traitent en brèche le droit de suite des artistes sur l'utilisation

secondaire de leur travail, reconnu dans tous les pays du Marché commun, sauf la France, pour laquelle il se batte en ce moment. Il ne céderait pas sur ce point.

Il propose cependant un système qui n'origine aucune démission complémentaire de la part de l'État, mais qui, tout en sauvegardant le droit de rémunération : « Le complément de salaires qu'à l'ensemble des artistes doit être déterminé par la simple répartition des versements effectués par les sociétés de radio et de télévision en paiement de chaque diffusion », ce qui représenterait une perte variable de rémunération par rapport aux conditions actuelles, d'autant plus que les versements seraient réservés aux « spectacles artistiques et techniques de plateau » (moins qu'aujourd'hui tous les spectacles du personnel de l'Opéra étaient rétribués), il resterait par ailleurs à définir le statut de la société commerciale chargée de l'exploitation de ces enregistrements, qui évite à la fois espoir et craintes dans le personnel.

## Optimisme, pessimisme ou fatigue ?

La encore, donc, un rapprochement est visible, malgré la dureté des positions de principe. Il serait intéressant que la fermeture de l'Opéra intervienne sur cette bataille. Optimisme ? Pessimisme ? Les négociateurs sont fatigués et ne savent plus les représentants du personnel considèrent qu'ils ont fait des concessions énormes et se sont efforcés de faire disparaître les obstacles au développement de l'Opéra dont parlait M. Chirac, mais qu'ils ne peuvent aller plus loin. De l'autre côté, on souhaite passionnément aboutir, mais on ne veut pas perdre cette ultime occasion de donner à l'Opéra un statut solide lui permettant d'accomplir sa mission nationale dans des conditions tolérables pour l'État.

M. Salussat, président du conseil d'administration de la R.T.L.M., devait ce mercredi matin exposer les réactions du gouvernement devant les représentants du personnel, qui convoqueraient leurs mandataires pour une assemblée générale jeudi. Il est possible que M. Salussat demande un vote de l'ensemble du personnel sur les divers projets vendredi, à moins que le grève des danseurs n'ait tout remis en question d'ici là. — J. L.

## PREMIERS COMMENTAIRES

## LE FIGARO : une inquiétante austérité.

« Bien sûr, on s'en va soudain, rue de Valenciennes, le théâtre n'est pas rentable. On veut bien vous aller dans la culture, mais on ne veut pas donner de l'argent. On ne veut pas encourager à flatter le goût d'un certain public pour les spectacles de divertissement pur ou la qualité est parfois sacrifiée au profit d'un mauvais goût qui, malheureusement plait ».

(FRANÇOIS VARENNE, directeur de Chaillot, com.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : une politique de Ghribouille.

D'un côté on plaide les réseaux culturels pour à irriguer le pays jusque dans les coins les plus reculés, et de l'autre on investit des sommes colossales à Bessières sous prétexte que, cette fois-ci, l'affaire fonctionnera sans faille.

En revanche, si l'on démontre les frais de fonctionnement et l'équipement lourd des maisons de la culture, on trouve normal que Bessières emploie un millier d'agents parce que l'argent d'arrive pas des humains sales. Comment voit-on que l'opinion s'y retrouve ? (H. CHAPIER).

LE HUMANISME : le plus grave, c'est Chaillot.

Le plus grave, c'est évidemment que Chaillot doit cesser toute activité de création dans quelques mois. La mesure intervient quelques temps après que André-Louis Perinetti ait annoncé sa démission, qu'il faisait justement la part belle à la création, et commencé de prospecter son public. On comprend que c'est là le cadet des soucis de gens préoccupés avant tout d'instaurer l'instabilité.

(J.-P. LEONARDI).

LE SYNDICAT DES DIRECTEURS D'ÉTABLISSEMENT D'ACTION CULTURELLE (Syndicat) : une fois de plus, les promesses ne seront pas tenues.

Ainsi donc, une fois de plus, les promesses ne seront pas tenues et, une fois de plus, la création et l'activité culturelles seront touchées budgétairement au bénéfice d'une politique nationale dans des conditions tolérables pour l'État.

## La mise en sommeil de Chaillot et d'autres compagnies marque un recul dans la politique théâtrale de M. Guy

MICHAEL GUY, secrétaire d'État à la culture, a présenté mardi les prévisions budgétaires des théâtres. Depuis sa nomination en 1974, il a pu soutenir la création dramatique en augmentant sensiblement les subventions, qui, en 1975 atteignent un total de 164 millions de francs. En 1977, il aura — sous réserve d'acceptation — 100 millions de francs à répartir entre théâtres nationaux, centres dramatiques, compagnies indépen-

dantes. Compte tenu de l'inflation monétaire, le recul est évident. Obligation de présenter un budget en équilibre entraîne la révision d'opérations engagées dans la perspective d'un budget en expansion. Les compagnies voient leurs subventions réduites sans que l'inflation soit compensée. Les théâtres nationaux également, avec cependant une actualisation de 10 % pour les dépenses de personnel — à l'exception du Théâtre national de Chaillot, qui, avec 13 000 000 francs au lieu de 20 000 000 de francs demandés, devient, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1977, un organisme d'exception.

Ces mesures sont provisoires, assure M. Michel Guy, et ne doivent être prises qu'en cas d'urgence. André-Louis Perinetti, directeur de Chaillot, com., l'analyse du secrétaire d'État à la culture : « La somme accordée couvre les frais de fonctionnement et les salaires fixes. Il est faux de croire que la coté des spectacles occasionnels peut être couverte par les recettes, au prix des places que nous proposons. Un théâtre qui ne crée pas est un théâtre mort. Et même si les effectifs permanents ne changent pas, les comédiens sont victimes de ces dispositions ».

La subvention d'Antoine Bour-sailler, directeur du Récamier, est réduite de un million à 700 000 F. Celle de Pierre Laville (le Monde du 6 juillet) reste à déterminer, et il est prévu de repenser son programme avant le 1<sup>er</sup> octobre. Celle du Théâtre de la Tempête (fondé par Jean-Marie Serres) n'est pas renouvelée, ainsi que celle de Claude Regy, de Georges-Henri Regnier (Comédie de Boulogne), de Jean Davy, de Jean Gosselin et de Barret-Borell qui consacrent une grande partie de leurs activités à des tournées et sont susceptibles de recevoir une aide du Fonds de soutien aux théâtres privés.

Peter Brook, qui reçoit un million pour l'entretien et le fonctionnement des Bouffes du Nord, et un million et demi pour les activités de sa troupe, voit ses

ressources globales réduites à 2 millions. Remontons-à l'axe de ne faire payer ses places que 10 et 20 F ? C'est ce que conseille le secrétariat d'État à la culture en mentionnant les 80 % de fréquentation enregistrés à ses spectacles. Mais c'est le condamner au triomphe, et même si l'avenir de sa troupe, invitée partout en France et dans le monde entier, n'est pas en danger, diminuer les subventions d'un million en moins prestigieuses ne peut pas faire oublier qu'il sont pénalisées les théâtres déjà en difficulté. C'est en effet le prix du spectacle à qui a délibérément guidé la chute du secrétariat d'État à la culture, qui, d'autre part, maintenant l'augmentation de 50 % prévue pour les centres dramatiques, au 1<sup>er</sup> janvier 1977.

Ainsi, M. Michel Guy privilégie le talent : diriger des hommes de talent sur la province et la banlieue ne suffit pas à irriguer les « déserts culturels » et l'entraînement des directeurs de centres reste aléatoire. Mais si la capitale ne doit plus être le seul lieu de création en France, elle ne peut pas non plus, sous peine d'engourdissement mortel, devenir une sorte de salon d'été pour ceux qui ont fait leurs preuves ailleurs, il est dangereux de mettre en volée, même provisoirement, des organismes de création, alors que la création est fragile. Il est surprenant de faire porter à des individus toutes les responsabilités de leur échec.

Tant que les relations entre les centres et les troupes locales, entre les salles privées et les organismes subventionnés ne seront pas assainies ; tant qu'une réorganisation générale de toutes les professions touchées à la culture ne sera pas mise sur pied, les hommes de théâtre seront finalement à la merci d'une décision gouvernementale : ils pourront la résister ou s'y soumettre ; la concentration ne rassemblera jamais qu'une conversation polie. — G. G.

## LE MONDE

## Variétés

## FESTIVAL DU MARAIS

## Expositions

## EATLIER

## LES NOUVELLES SALES

## SCULPTURE

## FRANÇAISE DE VIVRE

## CONSTANTIN

## LE CRAZY HORSE

## L'ARGENT DE POCHÉ

## ACTION CHRISTINE

## L'EXPRESS - F. FORESTIER

## LE POINT - R. BENAYOUN

## FIGARO - P. NOURY

## l'apprentissage de

## DUDDY KRAVITZ

## SUN RA and his

## INTERGALACTIC RESEARCH ARKSTRA

## JEU 8 JUILLET à 19 h. et 22 h.

## SALLE MUTUALITE

13<sup>e</sup> FESTIVAL DU MARAIS

## 16 JUIN - 12 JUILLET

44-46, rue F-Miron Paris 4<sup>e</sup> - 887.74.31 - 227.91.10

## 2 derniers concerts

## EGLISE NOTRE-DAME DES BLANCS-MANTEAUX - A 21 heures

12, rue des Blancs-Manteaux, Paris (4<sup>e</sup>)

## Vendredi 9 Juillet

## LOUIS ROBILLIARD

## Orgue (J.-S. Bach, Reger, Liszt)

## Samedi 10 Juillet

## ENSEMBLE GUILLAUME DUFAY

## Chants grégoriens - Concert aux chandelles

ST. BERTRAND 25<sup>e</sup> JUILLET

## ARTISTES ET MODÈLES

## COUPS DE FEU

## DANS LA SIERRA

## ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 1

## 20 h. - 22 h.

## COMMENT YU KONG

## DÉPLAÇA LES MONTAGNES

## ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 2

## 14 h. - 16 h.

## GUERRE CONJUGALE

## REPULSION

## BALZAC - PARAMOUNT OPERA

## LE CRAZY HORSE

## L'ARGENT DE POCHÉ

## ACTION CHRISTINE

## L'EXPRESS - F. FORESTIER

## LE POINT - R. BENAYOUN

## FIGARO - P. NOURY

## l'apprentissage de

## DUDDY KRAVITZ

## SUN RA and his

## INTERGALACTIC RESEARCH ARKSTRA

## JEU 8 JUILLET à 19 h. et 22 h.

## SALLE MUTUALITE

13<sup>e</sup> FESTIVAL DU MARAIS

## 16 JUIN - 12 JUILLET

44-46, rue F-Miron Paris 4<sup>e</sup> - 887.74.31 - 227.91.10

## 2 derniers concerts

## EGLISE NOTRE-DAME DES BLANCS-MANTEAUX - A 21 heures

12, rue des Blancs-Manteaux, Paris (4<sup>e</sup>)

## Vendredi 9 Juillet

## LOUIS ROBILLIARD

## Orgue (J.-S. Bach, Reger, Liszt)

## Samedi 10 Juillet

## ENSEMBLE GUILLAUME DUFAY

## Chants grégoriens - Concert aux chandelles

ST. BERTRAND 25<sup>e</sup> JUILLET

## ARTISTES ET MODÈLES

## COUPS DE FEU

## DANS LA SIERRA

## ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 1

## 20 h. - 22 h.

## COMMENT YU KONG

## DÉPLAÇA LES MONTAGNES

## ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 2

## 14 h. - 16 h.

## GUERRE CONJUGALE

## REPULSION

## BALZAC - PARAMOUNT OPERA

## LE CRAZY HORSE

## L'ARGENT DE POCHÉ

## ACTION CHRISTINE

## L'EXPRESS - F. FORESTIER

## LE POINT - R. BENAYOUN

## FIGARO - P. NOURY

## l'apprentissage de

## DUDDY KRAVITZ

## SUN RA and his

## INTERGALACTIC RESEARCH ARKSTRA

## JEU 8 JUILLET à 19 h. et 22 h.

## SALLE MUTUALITE

13<sup>e</sup> FESTIVAL DU MARAIS

## 16 JUIN - 12 JUILLET

44-46, rue F-Miron Paris 4<sup>e</sup> - 887.74.31 - 227.91.10

## 2 derniers concerts

## EGLISE NOTRE-DAME DES BLANCS-MANTEAUX - A 21 heures

12, rue des Blancs-Manteaux, Paris (4<sup>e</sup>)

## Vendredi 9 Juillet

## LOUIS ROBILLIARD

## Orgue (J.-S. Bach, Reger, Liszt)

## Samedi 10 Juillet

## ENSEMBLE GUILLAUME DUFAY

## Chants grégoriens - Concert aux chandelles

ST. BERTRAND 25<sup>e</sup> JUILLET

## ARTISTES ET MODÈLES

## COUPS DE FEU

## DANS LA SIERRA

## ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 1

## 20 h. - 22 h.

## COMMENT YU KONG

## DÉPLAÇA LES MONTAGNES

## ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 2

## 14 h. - 16 h.

## GUERRE CONJUGALE

## REPULSION

## BALZAC - PARAMOUNT OPERA

## LE CRAZY HORSE

## L'ARGENT DE POCHÉ

## ACTION CHRISTINE

## L'EXPRESS - F. FORESTIER

## LE POINT - R. BENAYOUN

## FIGARO - P. NOURY

## l'apprentissage de

## DUDDY KRAVITZ

## SUN RA and his

## INTERGALACTIC RESEARCH ARKSTRA

## JEU 8 JUILLET à 19 h. et 22 h.

## SALLE MUTUALITE

13<sup>e</sup> FESTIVAL DU MARAIS

## 16 JUIN - 12 JUILLET

44-46, rue F-Miron Paris 4<sup>e</sup> - 887.74.31 - 227.91.10

## 2 derniers concerts

## EGLISE NOTRE-DAME DES BLANCS-MANTEAUX - A 21 heures

12, rue des Blancs-Manteaux, Paris (4<sup>e</sup>)

## Vendredi 9 Juillet

## LOUIS ROBILLIARD

## Orgue (J.-S. Bach, Reger, Liszt)

## Samedi 10 Juillet

## ENSEMBLE GUILLAUME DUFAY

## Chants grégoriens - Concert aux chandelles

ST. BERTRAND 25<sup>e</sup> JUILLET

## ARTISTES ET MODÈLES

## COUPS DE FEU

## DANS LA SIERRA

## ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 1

## 20 h. - 22 h.

## COMMENT YU KONG

## DÉPLAÇA LES MONTAGNES

## ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 2

## 14 h. - 16 h.

## GUERRE CONJUGALE

## REPULSION

## BALZAC - PARAMOUNT OPERA

## LE CRAZY HORSE

## L'ARGENT DE POCHÉ

## ACTION CHRISTINE

## L'EXPRESS - F. FORESTIER

## LE POINT - R. BENAYOUN

## FIGARO - P. NOURY

## l'apprentissage de

## DUDDY KRAVITZ

## SUN RA and his

## INTERGALACTIC RESEARCH ARKSTRA

## JEU 8 JUILLET à 19 h. et 22 h.

## SALLE MUTUALITE

13<sup>e</sup> FESTIVAL DU MARAIS

## 16 JUIN - 12 JUILLET

44-46, rue F-Miron Paris 4<sup>e</sup> - 887.74.31 - 227.91.10

## 2 derniers concerts

## EGLISE NOTRE-DAME DES BLANCS-MANTEAUX - A 21 heures

12, rue des Blancs-Manteaux, Paris (4<sup>e</sup>)

## Vendredi 9 Juillet

## LOUIS ROBILLIARD

## Orgue (J.-S. Bach, Reger, Liszt)

## Samedi 10 Juillet

## ENSEMBLE GUILLAUME DUFAY

## Chants grégoriens - Concert aux chandelles

ST. BERTRAND 25<sup>e</sup> JUILLET

## ARTISTES ET MODÈLES

## COUPS DE FEU

## DANS LA SIERRA

## ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 1

## 20 h. - 22 h.

## COMMENT YU KONG

## DÉPLAÇA LES MONTAGNES

## ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 2

## 14 h. - 16 h.

## GUERRE CONJUGALE

## REPULSION

## BALZAC - PARAMOUNT OPERA

## LE CRAZY HORSE

## L'ARGENT DE POCHÉ

## ACTION CHRISTINE

## L'EXPRESS - F. FORESTIER

## LE POINT - R. BENAYOUN

## FIGARO - P. NOURY

## l'apprentissage de

## Cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

### La cinémathèque

[illegible]

### Les exclusivités

**ADRIEU MA JOLIS (A. v.o.) :** Riar-  
 (70-12-25-26).  
**A NOS LES PETITES ANGLAISSES (P. v.o.) :** 1935-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-104

## LES FILMS NOUVEAUX

[illegible]

## Festivals

## Cinéma en province\_\_\_\_\_

### **Les exclusivités**

[illegible]

Delta : Ariel (54-8)  
américaine : Ariel  
Vu : Rita (55-23-97)

[illegible]

## Théâtres

(Les jours de relâche sont dédiés  
à notre parenthèse.)

### Les salles subventionnées

[illegible]

### Les théâtres de Paris

**ATKIER** (806-40-34) (D. soir et 11 h.)  
31 h. mat. dim. à 15 h. : Mémorial  
chasse (dernière le 10).  
**CDMEDE DES CHAMPS-ÉLYSÉE**  
(336-37-03) (D. soir, L.), 20 h.  
mat. dim. à 15 h. : A vos souhaits  
(dernières).  
**GAITE-MONTFARNASSE** (633-18-  
14) (D.), 21 h. : Ne riez jamais d'une  
femme qui tombe.

BUCHETTE (126-38-99) (D.), 20 h. 45  
la Cantatrice chauve, la Leçon  
LA BRUYERE (874-76-99) (D.), 21 h.

[illegible]

## Concerts

MERCREDI 7 JUILLET.

SAINTE-CHAPELLE, à 21 h.: Choral et Orgue (M<sup>s</sup> Jots, M<sup>s</sup> Colclache (Miss Drillon).

GOLLISS SAINT-SÉVERIN, à 21 h.: Choral et organe F. Knechtel (Bach).

JEUDE 9

SAINTE-CHAPELLE, à 21 h.: New-Chamber Orchestra. Dir.: D. Richard (Glorant). Grand orchestre RADIO-FRANCE (Grand auditorium), philharmonique, 30 Nouvel Orchestre Philharmonique, 30 Orchestre Symphonique (Chaquepeur); e Média s.)

NOTRE-DAME DE LA DEFENSE (La Gaieté), à 21 h.: Lasery, piano (Léont. Chopin, Liszt).

DIMANCHE 11

NOTRE-DAME-DE-PARIS, à 17 h. 45:

D. Erosch (Franck, Mendelssohn, Duruflé, Poupée).

GRAND BASSIN DES TUILERIES, à 21 h., 30: Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France. Dir.: B. Benet (Handel).

## Vedieť

# varietés

## Le music-hall

CASINO DE PARIS (974-68-22) 15 h.  
Jazz, Chansons, 14 h. 30 : 15 h.  
Folies-Bergère (770-02-01) 15 h.  
30 h. 15 : "Jamaïka la folle"  
15 h. 30 : S-DINGO (400-00-10).  
30 h. 30 : Folies-Montmartre  
OLYMPIA (212-10-10) 15 h. : Yvonne  
Tuyt ; 20 h. 30, matin 14 h. 30 :  
Féodora de la magie.

## Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (275-  
15-30) 20 h. 30 : J. P. Jossé ; 21 h.  
15 h. 30 : Jossé depuis Valry.  
LES MUSICIENS DE LA VILLE (275-  
07-48) (20 h. 30, 15 h. 15 : J.-F.  
Bouillon ; 21 h. 30 : P. Pouché et F. Valry.)

## La danse

(VOIR FESTIVAL).

LES MUSICIENS DE LA VILLE (275-  
07-48) 20 h. 30 : Ballet de  
Maurice Maugé, de Chabrol (Tel.  
11 11).

## Le jazz

MUTUALITE, 15 h. à 15 h. et à 22 h. :  
Jazz Band de Bob Azzurro.  
PALLADIUM DE PARIS, 17 h. 23 h. :  
Jazz.

## et Weather Report.

train d

NOTES





## M Jean-Claude Binoche est débouté de son action contre «le Monde»

**LA « NUIT CHAUDE »  
DE BASTIA  
ET LE CONGRÈS DE L'AF**

## SPORTS

## Les rôles inversés

de Thévenet est la conséquence

## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

## Rébellion en sous-sol

1

Pour l'heure, le place du Théâtre-Français fait triste mine, en dépit des efforts d'un peintre décorateur qui s'applique, imperturbable, à redorer les meubres défraîchis de la façade de l'hôtel du Louvre.

**CHRISTIANE CHÂMBRENOIS.**

Le professeur Lamarque, de l'université de Bordeaux, a dressé récemment à l'occasion d'un congrès de juristes de l'environnement, un constat assez accablant de la science de l'occa-

## Le gouvernement étudie la création d'un vaste ministère de la vie quotidienne

breignes. Il réunit : ceux des fonctionnaires qui, ici ou là, font et protègent le cadre de vie. On y retrouverait les services antipollution et ceux de la protection de la nature (environnement), la direction de l'aménagement foncier et urbain (équipement) la direction de l'architecture (culture), le conservatoire du

## Picardie

Rhône-Alpes

LE GOUVERNEMENT CANADIEN

## BALL

### ES COUPES D'EUROPE

## LE TIRAGE AU SORT DES COUPES D'EUROPE

Pour sa part, Saint-Etienne, dans

tain, directeur de l'équipement du Vancluse, informait l'un des responsables des groupes d'étu-

ment, l'administration recrute ses agents contractuels parmi les demandeurs d'emploi). L'intersyndicale, compte tenu des motifs officiellement invoqués par l'administration, est déçue.

## Faits et projets

## Corse

300 000 F. On avait laissé espérer au maire, M. Jean Rigaud, une subvention du conseil régional. L'acquisition faite, M. Rigaud présente la note. On lui répondit qu'il ne pourrait bénéficier de cette aide, celle-ci étant réservée aux communes rurales.

12345678910111213141516171819202122232425262728293031323334353637383940414243444546474849505152535455565758596061626364656667686970717273747576777879808182838485868788899091929394959697989910010110210310410510610710810911011111211311411511611711811912012112212312412512612712812913013113213313413513613713813914014114214314414514614714814915015115215315415515615715815916016116216316416516616716816917017117217317417517617717817918018118218318418518618718818919019119219319419519619719819920020120220320420520620720820921021121221321421521621721821922022122222322422522622722822923023123223323423523623723823924024124224324424524624724824925025125225325425525625725825926026126226326426526626726826927027127227327427527627727827928028128228328428528628728828929029129229329429529629729829930030130230330430530630730830931031131231331431531631731831932032132232332432532632732832933033133233333433533633733833934034134234334434534634734834935035135235335435535635735835936036136236336436536636736836937037137237337437537637737837938038138238338438538638738838939039139239339439539639739839940040140240340440540640740840941041141241341441541641741841942042142242342442542642742842943043143243343443543643743843944044144244344444544644744844945045145245345445545645745845946046146246346446546646746846947047147247347447547647747847948048148248348448548648748848949049149249349449549649749849950050150250350450550650750850951051151251351451551651751851952052152252352452552652752852953053153253353453553653753853954054154254354454554654754854955055155255355455555655755855956056156256356456556656756856957057157257357457557657757857958058158258358458558658758858959059159259359459559659759859960060160260360460560660760860961061161261361461561661761861962062162262362462562662762862963063163263363463563663763863964064164264364464564664764864965065165265365465565665765865966066166266366466566666766866967067167267367467567667767867968068168268368468568668768868969069169269369469569669769869970070170270370470570670770870971071171271371471571671771871972072172272372472572672772872973073173273373473573673773873974074174274374474574674774874975075175275375475575675775875976076176276376476576676776876977077177277377477577677777877978078178278378478578678778878979079179279379479579679779879980080180280380480580680780880981081181281381481581681781881982082182282382482582682782882983083183283383483583683783883984084184284384484584684784884985085185285385485585685785885986086186286386486586686786886987087187287387487587687787887988088188288388488588688788888989089189289389489589689789889990090190290390490590690790890991091191291391491591691791891992092192292392492592692792892993093193293393493593693793893994094194294394494594694794894995095195295395495595695795895996096196296396496596696796896997097197297397497597697797897998098198298398498598698798898999099199299399499599699799899910001001100210031004100510061007100810091010101110121013101410151016101710181019102010211022102310241025102610271028102910301031103210331034103510361037103810391040104110421043104410451046104710481049105010511052105310541055105610571058105910601061106210631064106510661067106810691070107110721073107410751076107710781079108010811082108310841085108610871088108910901091109210931094109510961097109810991100110111021103110411051106110711081109111011111112111311141115111611171118111911201121112211231124112511261127112811291130113111321133113411351136113711381139114011411142114311441145114611471148114911501151115211531154115511561157115811591160116111621163116411651166116711681169117011711172117311741175117611771178117911801181118211831184118511861187118811891190119111921193119411951196119711981199120012011202120312041205120612071208120912101211121212131214121512161217121812191220122112221223122412251226122712281229123012311232123312341235123612371238123912401241124212431244124512461247124812491250125112521253125412551256125712581259126012611262126312641265126612671268126912701271127212731274127512761277127812791280128112821283128412851286128712881289129012911292129312941295129612971298129913001

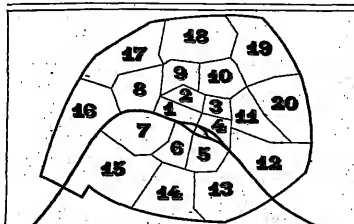












**LA HENIN**  
crédits immobiliers  
16, rue de la Ville Révoque  
75008 Paris - tél. : 280-35-15

**COGEFIMO**

**15** FRANCIS **FD** **80 %**  
PERSONALISÉE

**1976** **76** 

**M** CHASSIS 4x4 avec  
MOTOPUMPET **FD** **80**







**IMMEUBLE « INVALIDES-SUFFREN » - 54, av. de  
la Motte-Picquet - Irgon, de 6 ét. ait. du Village suisse, pr.  
Champ-de-Mars, 400 m² loc. écop. air, mobilier bourgeois. Situ-  
ation 10 min. 10 min. Centre, 10 min. Bois de Boulogne. 10  
à pl. voir. 15 loc. pour, air, eau, élec. 14 h 30 à 18 h 30.**

**ZANNATTOCI**  
73475-60 - 15, av. Malgrange,  
75008 Paris - 859-98-32.

**17** **7.500** **FD** **80 %** **LIVRAISON** **20** **20**

**20** **83** **92** **84**

**LE DUCAT - 110, 140 Perle - Immeuble de grande classe**  
 de 10 é, év. b.c., 2, 4 et 5 p. Dans quart résid., et collée.  
 Appart. fin et lux. vent/s/10, 12 h, 15 é, 19 h, 21 h  
 de 10 à 12 h, et de 15 à 19 h, 21 h  
 le vend. de 15 à 19 h, cu  
 PRODOMO S.A., 7, pl. de Vol-  
 tois, 75001 Paris, 261-56-82.


**18** 2 ANS ET 1/2 **3.500** **80 %** **177** **1954**   
**FDI** **20**     
 **MARCADES**  
**POLYMERISÉS**  
**HAUT-PREMIUM**  
**COPIE-MODELE** 

**STEPHENSON 2 - 53-57, rue Stephenson - Paris ou**  
**15, av. Montgarn - 75008 Paris**  
Bur. de vente sur pl., de 14 h. 30 à 18 h. et m. et dim.  
**ZANNETTIACCI** Tel. 399-98-32



**PROCHAINES PARUTIONS :**

« **Le Monde Immobilier Paris** »  
le 15 septembre 1976

« **Le Monde Immobilier Belgique** »  
le 10 septembre 1976

**5** **7500** **80 %**  
**REVENUE** **20** **1977** **15** 

**21** **84**  
**27** **47**  
**07** **91**  
**67**

  **CEMETERE**  
**DE** **PARTEMENT**  
**MONDIE**

**LES JARDINS DU PANTHÉON N° 2 - 8, rue de l'Archevêque. Des appartements peu communs les autres, différenciés de rive, studio de 4 pièces. Terrasses et jardins. Bureau de vente : 57, rue Lhomond, Paris 13<sup>e</sup>. Tél. : 707-00-30, tous les jours de samedi et dimanche.**

**LES JARDINS DU PANTHÉON**

**13** **E-250** **80 %**  
**FD** **20** **LYONNAIS**  
**IMMOBILIARE**

**21** **57** **123**  
**57** **P.C.** **123**  
**62**

**M** **CITE-UNIVERSITAIRE**




**KELLERMAN 102** — 102, 101, 100 Kellermanns — A 300 m.  
 Parc Montsouris, 3 petits immeubles, à l'architecture élégante.  
 Du studio, aux 3 pièces avec balcons ou jardins privés.  
 Appartements ouverts tous les jours (sauf mercredi)  
 de 14 h. à 19 h.



**SERCO** 14, rue Mogador **723-72-00**  
 PARIS (6<sup>e</sup>)

**15**  **80 %**    
Perpetual

  **SAVING**  
**LECLERC** 



**RÉSIDENCE BUFFON - 18-24, rue Leclercque. — Di-**  
**strie et 6 places. Immeuble de standing sur grand jardin.**  
**Renseignements : 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS,**  
**COMEI Tél. 280-34-40.**

**18**  **5.600**  $\frac{80\%}{20}$  **1978**  

**MARCADET 110** - près de la place Jules-Joffrin, à proximité du métro et de nos correspondants, 3 unités immobilières au confort raffiné. Sur place tous les jours sauf mardi et mercredi 10-12 h, 14-19 h - 254-74-66.

**LA HAZARD DU S. SICIL**, 15, boulevard de Vaugirard Paris (15<sup>e</sup>) Tél. 567-55-66.

*une réalisation C&P*

**18** **5.000** **80 %**  
**FD** **PERSONNELLIÉE** **1976**

**M** **PL. CLICITY** **AL**

**LE MONCEY - - 13, rue Cassena, 5 à km du port Mon-**  
**cey de l'Isère et du village de la vallée de la**  
**stand,** le super confort des Immeubles tout électrique.  
Le calme et la lumière au centre de la vie parisienne. Visite  
tous les jours, sauf le dimanche, au 293-43-93.

**7** **ESPO** **80 %** **PERSONALISE** **49** **Départ 38**

**INJALLES LA RUE**  
**DES ANCIENS**

**131, RUE DE L'UNIVERSITÉ - Belle demeure parisienne. Dans le centre noble de la ville. De la chambre à 5 pièces, 27,2 semiclimats Daikin, four, lave-vaisselle, terrasses sur toit, vastes balcons. Br. vente sur place, lundi et jeudi de 14 h. à 18 h. et samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Tél. 293.54.40. 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.**

**COMEGI**

**13** **4.800 FD** **80 %** L'ÉVALUATION DES COULEURS  
**-20** ET **1/77** **1/78**

**OLYMPIADES -70, av. d'Ivry, 2 Immeubles : CORTINA**  
 chbr, stud, 2 p., livr., en H.SELINSKI, stud, à 5 p.  
 1/2 v, 2 trm, 77 p., École compl, centre coll et compol, appt  
 12 h, 30 p., place de la Vierge, à 1, 10 h  
 et marc. T. 589-81-20 ou S.P.E.R.I., 14 av.  
 F.-O.-Roosevelt, Paris-8, tel. 256-55-11.

**47** **7.900** **80 %**  
**FD** **PERSONALISE**

**M** **PENSÉE** **WAGRAM** **alpi**

**141, AVENUE DE WAGRAM** - Résidence de classe. Du studio ou 5 pièces, un duplex exceptionnel, terrasse. Bar, vente sur place, lundi, mercredi, de 14 h. à 18 h., samedi de 11 h. à 18 h. et de 14 h. à 18 h. 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

**COMEGI** Tél. 280-34-40.

**18**  **80 %**  
**20** **1976**  

   **LA FONDRIE**  
**FR. CLIVET**

**IMMEUBLE « LE MONTMARTRE » - 22, av. de Saint-Ouen - Duo studio ou 3 pièces. Grands jardins intérieurs. Bureau de vente et appartement témoin tous les étages, sud/sud-est et dimanche. Téléphone : 522-43-00**  
**ZANNETAKI** 15, avenue Maréchal, 75008 PARIS  
359-96-32

**PIUOS S.A.**

**19** **A.2.25** **80 %**  
**[FD]** **20** **L'ESPRESSO**

**[M]** **[L'** **150** **]**

**LAURENTE**

**LOIRE-DEHAYNIN - 20, rue E.-Dehaynin - Situés à deux pas des Bordes-Chaumont, 2 immeubles, étancés avec vastes loggias en bordure du quai de la Loire. 4 et 5 pièces. Appartements réminis tous les jours (sauf mercredi), de 14 h à 17 h.**

**SERCO** **14, rue Mogelin PARIS (8<sup>e</sup>)** **723-72-00**

**... et un prêt CDE  
financera votre achat :**

**cde**

**Comptoir des Entrepreneurs**  
6 rue Volney Paris 2<sup>e</sup> - Tél. 260.35.36.

Tous les financements Immobiliers depuis 1848.







## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## ASSURANCES GÉNÉRALES



Devant les assemblées du groupe, dont nous avons publié les principaux éléments dans notre numéro daté 6 juillet, le président Georges Fiescoff, a prononcé l'allocution. dont nous donnons ci-dessous un extrait :

Dans la conjoncture difficile de l'économie française, l'année a relativement satisfaisante pour :

- » La progression du chiffre d'affaires mondial, qui atteint de 1974, est passée de 100 à 110, soit une augmentation de 10 %, confortablement au-dessus du chiffre d'affaires des entreprises commerciales étrangères.
- » Accroître notre développement.
- » Simultanément, malgré la conjoncture d'une meilleure organisation, nous avons enregistré une augmentation de 10 % de nos dépenses, qui est la même que celle de nos concurrents étrangers.

En conclusion, nous sommes en mesure de constater que :

- » L'année 1975 a été une année d'expansion pour la Compagnie, malgré la conjoncture difficile de l'économie française.
- » L'année 1976 sera une année de consolidation, car nous aurons à faire face à une conjoncture difficile.
- » La situation d'ensemble traduit une amélioration sensible de nos résultats, par rapport aux exercices précédents.
- » La situation d'ensemble traduit une amélioration sensible de nos résultats, par rapport aux exercices précédents.

e 7.50 F contre 7.65 F l'on détermine le dividende sera payable à partir du 30 juillet 1976 contre remise d'un coupon n° 11

Pour un chiffre d'affaires com-  
posé de 649,5 millions de francs d

AMA.

**SOCIÉTÉ ROCHEFORTAISE  
DE PRODUITS ALIMENTAIRES**

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidés s'élève globalement à 1 277 millions de francs contre 1 268 millions. Ce qui s'explique par l'exportation 32,2% contre 34,4 % en 1974.

La part de la cotopagnie dans la constitution nette consolidée s'élève à 44 millions de francs soit 27,2% contre 25,1 millions en 1974.

La part de la Compagnie dans la constitution consolidée s'élève à 11 millions de francs contre 27,5 millions de francs en 1974, soit 17,2% contre 23,1% en 1974.

**SILIC**

\_\_\_\_\_

Au cours de sa réunion du 24 ju-  
1978, l'assemblée générale ordinai-  
re a approuvé les comptes de l'exercice  
1977 et fixé la dividende à 13 F c

**LUCHAIRE S.A.**

on correspondante  
sodent.  
Ces chiffres confir-

aux actionnaires  
juin 1976.

heure acti  
pation de

Dans l'allocation qu'il a prononcée devant l'assemblée, dont nous avons rendu compte dans notre journal du 6 juillet, la président a indiqué que l'exercice 1976 s'annonçait favorablement. A fin mai, l'augmentation du chiffre d'affaires, par rapport à la même période de l'année précédente, était de 24 %, provenant essentiellement du secteur automobile.

produit des effets surboot dans la dernière mois de l'année 1976 qui e permis non seulement d'atténuer les loeux laisés vacants sur les défections survenues à la fin de l'exercice 1974-1975 et celles qui se produisent pour des surfaces d'ailleurs, mais aussi de traiter un nombre important de locations nouvelles : on enregistre en effet, au 1<sup>er</sup> juillet 1975 ou le 1<sup>er</sup> juillet 1976, une augmentation des surfaces effectivement locuées de 19,5 pour

---

## DEX

Pour louer une voiture au  
Gabon, réservez chez  
**europcar** 645.21.25

Cette tendance semble devoir se poursuivre pour l'exercice qui va commencer, puisqu'on peut s'attendre à ce que, pour le premier semestre 1976, en France, l'activité en vigueur de nouveaux déjà conclus, des réservations et des négociations en cours, les locations nouvelles portant à 20 000 m<sup>2</sup> de bâtiments industriels et commerciaux et sur

de 173 F na  
t le capital soci  
u cours de l'as

Répondant aux questions des questionnaires, le président a indiqué, d'une part, du la mort...

## Fort accroissement des crédits privés

Par ailleurs, l'export global, qui représentait 12,5 % du PIB en 1974, a augmenté de 12,5 % en 1975, le montant du CAD sur le total des exportations s'élevant à 12,5 % de celles-ci, ce qui représente une hausse de 39 % (en valeur courante) par rapport à 1974. Le montant du CAD sur le total des exportations s'élevait à 12,5 % du produit national brut (23,6 milliards de dollars) en 1974, et à 14,1 % (27,5 milliards de dollars) en 1975. Le montant du CAD sur le total des exportations s'élevait à 12,5 % de celles-ci, ce qui représente une hausse de 39 % (en valeur courante) par rapport à 1974. Le montant du CAD sur le total des exportations s'élevait à 12,5 % de celles-ci, ce qui représente une hausse de 39 % (en valeur courante) par rapport à 1974.

**CENTRAIS ELÉTRICAS DE MINAS GERAIS S. A.**  
**SÃO SIMÃO HYDROELECTRIC PROJECT**

**SEVENTH INVITATION TO  
 PREQUALIFICATION**

**FOR THE SUPPLY OF EQUIPMENT**

Centrais Elétricas de Minas Gerais S.A. - CEMIG will accept applications for prequalification of bidders for the supply of Permanent Equipment for São Simão Hydroelectric Project, extension of the Transmission System until Mesquita Substation (Feeder line 33 kV) and for the supply of equipment for the new Initial operation of Iporanga Substation is required for September 1979.

This prequalification refers to the design, manufacturing, delivery and supervision of installations of the equipment described in the following groups:

- Group A4: 230 kV Transformers, with minimum rated breaking capacity of 15 GVA.
- Group A4: 230 kV Disconnecting Switches - vertical break.
- Group A4: 230 kV Circuit Breakers with corner oscillation.
- Group K8: 230 kV Current Transformers.
- Group L4: 230 kV Line-Traps.
- Group M4: 230 kV Lightning Arresters.

Applicants for prequalification should address their applications to:

**CENTRAIS ELÉTRICAS DE MINAS GERAIS S.A.,**  
 Superintendência do Suprimento de Materiais e Equipamentos  
 Rua Uzequias de Faria, 150 - 5º andar - Caixa Postal  
 30.000 - Belo-Horizonte - MG - BRAZIL  
 CABLE: CEMIG - TELER: 311124 - 311268

Applications will be received until July 19, 1976. One original of all documents must be sent in a closed envelope, either in Portuguese or in English.

Documents by mail must be received as stated above.

The applications shall contain:

1. A statement of the Group or Groups, with the corresponding Sub-Groups, as classified above, for which the qualification is requested.
2. A summary of the applicant's experience in design and manufacture of equipments of a nature similar to that which is required and in operation for more than one year. The applicants must have, at least, full experience in equipments with rated voltage immediately below that which is required.
3. Description of research, design and testing facilities.
4. Names, position and experience of the main personnel in the design and manufacturing of the equipment.

# LIBRAIRIE HACHETTE

## EXERCICE 1975

### ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 25 JUIN 1976

#### EXTRAITS DE L'ALLOCATION PRONONCEE PAR MONSIEUR THIERRY DE ROQUEMAUREL

Président du Conseil d'Administration  
à l'Assemblée Générale

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Hachette pour 1975 s'est élevé à 4 milliards 143 millions. En 1974, il était de 3 milliards 786 millions. Les résultats consolidés seront à l'équilibre alors que l'an dernier ils se soldaient par une perte de 13 millions 40 millions francs.

Deux secteurs ont principalement requis toute notre vigilance : la Presse et l'Imprimerie.

En ce qui concerne la Presse :

La marche du quotidien FRANCE-SOIR c'est actuellement des problèmes à France Editions et Publications. La permanence de la balle des ventes et les coûts élevés de fabrication, malgré une certaine reprise de la publicité, en sont la cause.

Où nous rencontrons, l'avenir de FRANCE EDITIONS et PUBLICATIONS est lié aux mouvements actuellement en cours dans la Presse Parfaite. Il faut parvenir à rendre nos Groupes de publications plus homogènes et moins lourde à gérer. Il faut parvenir aussi à une réconciliation rédactionnelle des journaux et à une modernisation des matériels en liaison avec les Syndicats - notamment celui du Livre - afin de réduire les coûts de fabrication.

En ce qui concerne l'Imprimerie :

- RODOARD et TAUPIN, comme tous ses confrères, à diversément ressentent pendant l'exercice 1975 les retombées de la crise économique. Actuellement le travail en est économiquement permet d'espérer pour 1976 un exercice meilleur. Cette perspective ne doit pas empêcher la recherche de solutions à long terme avec d'autres confrères, tout au moins dans le domaine du tirage offset.
- LA NEOGRAVURE est une imprimerie essentielle à la fabrication des grands périodiques parisiens. Elle avait fait l'objet d'un plan de restructuration en 1974 et a pu se procurer un apport de capital des actionnaires, des banques et des fabricants de papier. A ce titre TREVILLOUX est un de ses actionnaires. Un rapprochement décidé avec l'IMPRIMERIE VICTOR MICHEL d'une part, une moins mauvaise conjoncture d'autre part, semblent faciliter une reprise de cette affaire. Enfin, les négociations scilicet sur les conséquences du dernier plan de restructuration industrielle sont en cours et pourraient aboutir à un accord d'entreprise au début de l'été.

**Pour 1977**  
Un calendrier mural  
à votre raison sociale  
**« Les Animaux »**  
50 ex. : 4,20 l'unité  
+ 150 ex. : 4,00 l'unité  
Quadrichromies de luxe  
Format 50 x 70  
4 planches trimestrielles  
**EDITIONS EOLE**  
171, rue Saint-Jacques  
75005 Paris - Tél. 325-88-3

6. Last published financial statement.
7. Any intention to share the manufacture between associated companies will be indicated, in which case the information required above shall be sent by each of the associated firms. One of these firms, at least, shall be the integrally, the principal, the general manager, the person who is responsible, technically and commercially, for the design, manufacture, delivery and performance of the equipment, including guarantees.
8. Negotiations with CEMIG will be held directly by the manufacturer's head office, without the presence of its subsidiaries.
9. CEMIG will not deal with intermediaries or agents.
10. The manufacturer's head office shall be at CEMIG's sole discretion and judgement.
11. Firms already prequalified for So Simao Project, for 345 KV lines, are automatically prequalified and they need only to confirm their interest in participating in the Bids by letter or by telex.
12. The invitation to the biddings are scheduled to be issued during 1972.

châque depuis un certain temps l'un d'adultes de centralisation de le trésorerie qui il porté aux fruits.

Dans la Presse, Le **JEPOINTE** a eu à juger ses prévisions. L'accroissement régulier du chiffre de dilution en moyenne de 15 % par an, et l'excédente annuel de la publicité - 100 millions - que le dernier exercice nous a livrés amoncelé, à cet égard de l'équilibre avec un bénéfice de 300 mille francs. Tous nos pronostics pour l'année 1976, nous ont permis de prévoir d'avance d'être nettement supérieurs et d'avoir apporté aussi une rémunération convenable des investissements que nous avons réalisés dans le domaine. Le **JEPOINTE** est ainsi devenu pour nous une base normale et solide dans la Presse d'Information.

Nous nous sommes portés accoutumés des entreprises de la Presse de Monsieur JEAN PROUVOST. Cette opération en tout doit nous donner la connaissance de la situation financière et économique de l'entreprise. Notre politique ne doit pas pour autant être une politique de « croissance incontrôlée. Des restrictions sont et des associations sont recherchées dans ce domaine.

J'ajoute que tout cela peut nous permettre de considérer d'une façon générale les autres activités de notre Groupe de l'ensemble de trouver pour nous des solutions à nos problèmes dans ce secteur.

Il est évident que notre Groupe rejoint, tout d'hommes compétents, modernisés dans sa gestion, est le résultat de la fusion de la presse et de la télévision. Les deux entreprises ont été créées en 1976, les premiers des premiers mois de 1976 vont en ce sens puisqu'ils sont supérieurs à ceux de l'an dernier.

DIRECTION DE PUBLICATIONS      PROUDON

هكذا من الأصل





# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. APRES LE RAID ISRAËLIEN A ENTREE
- 3. PROCHE-ORIENT
- 4. ASIE
- 5. AMERIQUES
- 6. ARGENTINE : le nouveau chef de la police est entré en fonction
- 7. PEROU : la grève des transporteurs embarrasse le gouvernement
- 8. AFRIQUE
- 9. GAMBIE : le chef de l'Etat en visite en France
- 10. EUROPE
- 11. ESPAGNE : M. Adolfo Suarez s'est engagé à accélérer les réformes politiques
- 12. GRANDE-BRETAGNE : le rapport sur l'affaire Lushko, meurtre d'un jeune de la mine
- 13. DIPLOMATIE
- 14. POLITIQUE
- 15. Le retour de l'Assemblée nationale et de l'Assemblée
- 16. MEDICINE
- 17. GAMBIE : le chef de l'Etat en visite en France
- 18. EDUCATION
- 19. SCIENCES
- 20. Le lancement d'un satellite habité : Soyuz-21

**LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES**  
PAGES 11 A 18

- DANS : A propos de Martha Graham et la Biennale
- THEATRE : Bob Wilson et Paul Giamatti
- THEATRE : Les parages de l'opéra
- MUSIQUE : la centenaire de Manuel de Falla à Granada

- 17. FÉLATION
- 18. EQUIPEMENT ET REGIONS
- 19. ENVIRONNEMENT : le gouvernement étudie la création d'un ministère de la vie quotidienne
- 20. SPORTS
- 21. CYCLISME : la Tour de France
- 22. PRESSE
- 23. La polémique se développe et s'élargit entre Europe 1 et l'Humanité
- 24. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
- 25. L'écologie allemande après le succès et avant les élections
- 26. EMPLOI : les difficultés de l'Allemagne provoquent d'importants remous
- 27. Les conséquences de la sécheresse

**LIRE EGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (10)  
Annonces (20 à 25)  
Autour (27) : (20) : (27)  
Journal (27) : (27) : (27)  
Source (27)

**LA BAGAGERIE**  
"Prix Vacances"  
la valise 55 ou 60 cm 350F  
la valise 65/70 ou 75 cm 395F  
les 2 valises (1 petite + 1 grande) 595F

**Peau de Pure ultra légère**  
28 rue Tronchet 75008  
Paris 8

A B C D E F G

## En Italie Journalistes et ouvriers du Livre se mettent en grève pour protester contre les projets de concentration

De notre correspondant

Rome. — Ancien quotidien ne paraissant pas en Italie, le journal *l'Unità*, et les bulletins d'information de la RAI-TV sont supprimés. Cette grève de vingt-quatre heures, décidée conjointement par les journalistes et les ouvriers du Livre, est destinée à attirer l'attention du gouvernement, du parlement, des forces politiques et syndicales et de l'opinion publique sur la grave menace de concentration qui pèse sur le secteur de l'information et pour solliciter des interventions législatives. Les journalistes de la radio-télévision ont inscrit un objectif supplémentaire : « La mise en œuvre complète de la réforme de la RAI » qui est entrée en application il y a quelques mois.

Deux débats publics auxquels participent divers dirigeants politiques et écrivains ont été prévus à Rome et à Milan. Les vendeurs de journaux s'associent à cette grève pendant l'après-midi de jeudi pour mettre en garde le gouvernement et les forces politiques et syndicales. Les journaux de la presse écrite ont écrit des lettres de dénonciation à l'Assemblée nationale et à l'Assemblée régionale pour demander la suppression de la loi sur la concentration des journaux.

La grève passera sans doute inaperçue à la Stampa qui ne paraît plus depuis une semaine en raison d'un arrêt de travail de l'atelier de composition. Avec un déficit prévu de 6 milliards de lire cette année, le quotidien historique se voit réajuster 5 % d'augmentation par les syndicats et les catégories d'ouvriers et de journalistes d'organisation interne.

Un conflit différent se déroule au *Giornale d'Italia*, l'un des plus vieux titres de la capitale, qui son propriétaire, le père d'Antonio Minerva, envisage de liquider. Journalistes, ouvriers et employés s'opposent à toute réduction de personnel, alors que deux cent quarante salariés ont été envoyés dans des bureaux de journaux de la capitale. Une certaine ferveur règne, de fait, dans deux autres publications du groupe : *l'Unità* et *l'Espresso* (l'Unità) et *l'Espresso* (l'Unità).

En dépit de la menace de concentration, les journalistes et les ouvriers du Livre sont en particulier, à M. Angelo Rissotto. Cet éditeur, dans les années soixante, a tenté de créer un journal de gauche, le *Giornale di Sicilia* (Syracuse), mais il a échoué. Une certaine ferveur règne, de fait, dans deux autres publications du groupe : *l'Unità* et *l'Espresso* (l'Unità) et *l'Espresso* (l'Unità).

Les réunions de liquidation et de concentration font craindre aux journalistes et aux ouvriers du Livre que la presse italienne ne soit absorbée par les médias étrangers, ce qui entraînerait la disparition de la presse italienne.

La loi sur la concentration des journaux, qui a été adoptée en 1974, prévoit la suppression de la loi sur la concentration des journaux, ce qui entraînerait la disparition de la presse italienne.

La loi sur la concentration des journaux, qui a été adoptée en 1974, prévoit la suppression de la loi sur la concentration des journaux, ce qui entraînerait la disparition de la presse italienne.

**du 2 au 22 juillet**  
**Soirées d'été**  
**NICOLL**  
la tradition anglaise du vêtement  
28 rue Tronchet PARIS 8

A B C D E F G

## En Allemagne fédérale QUATRE DÉTENUÉS S'ÉVADENT D'UNE PRISON BERLINOISE

(De notre correspondant.)

Berlin. — Quatre détenus se sont évadés de la prison de Berlin-Mitte, dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 juillet. Selon les autorités, les quatre détenus, âgés de 25 à 35 ans, ont pu s'échapper grâce à une aide extérieure. Les quatre détenus, qui sont des membres du groupe Baader, ont été arrêtés en 1974. Ils ont été condamnés à des peines de prison pour des crimes liés à la lutte armée.

Les quatre détenus ont été arrêtés en 1974. Ils ont été condamnés à des peines de prison pour des crimes liés à la lutte armée.

Les quatre détenus ont été arrêtés en 1974. Ils ont été condamnés à des peines de prison pour des crimes liés à la lutte armée.

Les quatre détenus ont été arrêtés en 1974. Ils ont été condamnés à des peines de prison pour des crimes liés à la lutte armée.

Les quatre détenus ont été arrêtés en 1974. Ils ont été condamnés à des peines de prison pour des crimes liés à la lutte armée.

Les quatre détenus ont été arrêtés en 1974. Ils ont été condamnés à des peines de prison pour des crimes liés à la lutte armée.

Les quatre détenus ont été arrêtés en 1974. Ils ont été condamnés à des peines de prison pour des crimes liés à la lutte armée.

Les quatre détenus ont été arrêtés en 1974. Ils ont été condamnés à des peines de prison pour des crimes liés à la lutte armée.

Les quatre détenus ont été arrêtés en 1974. Ils ont été condamnés à des peines de prison pour des crimes liés à la lutte armée.

Les quatre détenus ont été arrêtés en 1974. Ils ont été condamnés à des peines de prison pour des crimes liés à la lutte armée.

Les quatre détenus ont été arrêtés en 1974. Ils ont été condamnés à des peines de prison pour des crimes liés à la lutte armée.

Les quatre détenus ont été arrêtés en 1974. Ils ont été condamnés à des peines de prison pour des crimes liés à la lutte armée.

## L'amiral Sanguinetti est rayé des cadres par mesure disciplinaire

La demande du président de la République, le conseil des ministres du mercredi 7 juillet a décidé de rayé des cadres, par mesure disciplinaire, le vice-amiral d'escadre Sanguinetti. Dans la pratique, cette sanction est assimilée à une mise d'office à la retraite.

Depuis trois ans, c'est le quatrième officier général à subir une telle mesure. En juillet 1973, le général Paul Sautin a été rayé de la même sanction après avoir diffusé une lettre injurieuse au président de la République. En 1974, le général François Binoche a été rayé de la même sanction après avoir diffusé une lettre injurieuse au président de la République.

La sanction est assimilée à une mise d'office à la retraite.

La sanction est assimilée à une mise d'office à la retraite.

La sanction est assimilée à une mise d'office à la retraite.

La sanction est assimilée à une mise d'office à la retraite.

La sanction est assimilée à une mise d'office à la retraite.

La sanction est assimilée à une mise d'office à la retraite.

La sanction est assimilée à une mise d'office à la retraite.

La sanction est assimilée à une mise d'office à la retraite.

La sanction est assimilée à une mise d'office à la retraite.

La sanction est assimilée à une mise d'office à la retraite.

La sanction est assimilée à une mise d'office à la retraite.

## L'ancien major général : mépris et inquiétude

Le vice-amiral d'escadre Sanguinetti nous a déclaré, mercredi 7 juillet :

« Le conseil des ministres a décidé de rayé des cadres, par mesure disciplinaire, le vice-amiral d'escadre Sanguinetti. Dans la pratique, cette sanction est assimilée à une mise d'office à la retraite. »

Le conseil des ministres a décidé de rayé des cadres, par mesure disciplinaire, le vice-amiral d'escadre Sanguinetti.

Le conseil des ministres a décidé de rayé des cadres, par mesure disciplinaire, le vice-amiral d'escadre Sanguinetti.

Le conseil des ministres a décidé de rayé des cadres, par mesure disciplinaire, le vice-amiral d'escadre Sanguinetti.

Le conseil des ministres a décidé de rayé des cadres, par mesure disciplinaire, le vice-amiral d'escadre Sanguinetti.

Le conseil des ministres a décidé de rayé des cadres, par mesure disciplinaire, le vice-amiral d'escadre Sanguinetti.

Le conseil des ministres a décidé de rayé des cadres, par mesure disciplinaire, le vice-amiral d'escadre Sanguinetti.

Le conseil des ministres a décidé de rayé des cadres, par mesure disciplinaire, le vice-amiral d'escadre Sanguinetti.

Le conseil des ministres a décidé de rayé des cadres, par mesure disciplinaire, le vice-amiral d'escadre Sanguinetti.

Le conseil des ministres a décidé de rayé des cadres, par mesure disciplinaire, le vice-amiral d'escadre Sanguinetti.

Le conseil des ministres a décidé de rayé des cadres, par mesure disciplinaire, le vice-amiral d'escadre Sanguinetti.

Le conseil des ministres a décidé de rayé des cadres, par mesure disciplinaire, le vice-amiral d'escadre Sanguinetti.

## Une politique

Une politique

Une politique

Une politique

Une politique

Une politique

Une politique

Une politique

Une politique

Une politique

Une politique

Une politique

Une politique